

Royaume du Maroc

Ministère de l'Economie et des Finances

DIRECTION DU TRÉSOR
ET DES FINANCES EXTERIEURES

Direction du Trésor et des Finances Extérieures

NOTE DE CONJONCTURE



Juillet 2024

Données du mois de juin 2024

CROISSANCE ÉCONOMIQUE
ÉCHANGES EXTÉRIEURS
FINANCES PUBLIQUES
DETTE DU TRÉSOR
MARCHÉ MONÉTAIRE
PRIX
ACTIVITÉ ET EMPLOI

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS

CONJONCTURE INTERNATIONALE

- **USA** : Poursuite de la résilience de la croissance économique à +3% au T1-24, en glissement annuel (GA), après +3,1% au T4-23. En revanche, l'indice ISM manufacturier s'est maintenu en zone de contraction à 48,5 points en juin 2024 ;
- **ZONE EURO** : Légère accélération du taux de croissance économique à +0,4%, en GA, au T1-24 contre +0,1% au T4-23. En revanche, l'indice PMI composite a accusé un léger ralentissement pour revenir à 50,9 points en juin, son plus bas niveau depuis trois mois, contre 52,2 points un mois auparavant ;
- **CHINE** : Accélération de la croissance économique à +5,3% au T1-24, en GA, après +5,2% au T4-23. Par ailleurs, l'indice PMI manufacturier s'est inscrit en zone de contraction à 49,5 points en juin 2024 ;
- Volatilité des prix des **produits de base** en juin (Pétrole : +0,7% ; Gasoil : +0,8% ; Blé tendre : USA -14,4% et Sucre : +2,1%) ;
- Evolution différenciée des **indices boursiers** en juin (NASDAQ : +5,8%, Euro Stoxx50 : -1,4%, MSCI-EM : +0,1%).

CONJONCTURE NATIONALE

- Ralentissement de la **croissance de l'économie nationale au T1-24** à +2,5% contre +3,9% au T1-23. Cette évolution recouvre une baisse de la valeur ajoutée agricole de -5,0% contre +2,1% un an auparavant et une accélération du PIB non agricole de +3,5% contre +3,2% ;
- Baisse de la **production céréalière** au titre de la **campagne agricole 2023/24** qui devrait, selon les premières estimations du ministère de l'agriculture, se limiter à **31,2 M.Qx** et ce, sous l'effet particulièrement du **repli des superficies semées** ;
- Repli des débarquements des produits de la **pêche côtière et artisanale** de -10% en volume à fin juin 2024 ;
- Nette reprise de la production des **phosphates et de ses dérivés** de +30,7% et de +28,2% respectivement à fin mai 2024 ;
- Hausse du **taux d'utilisation des capacités de production industrielle** de +5,6 points en moyenne des cinq premiers mois de l'année 2024 pour s'établir à 78,4% ;
- Progression de +1,8% de la **production locale d'électricité** à fin mai 2024 contre -0,5% un an auparavant ;
- Hausse de +1,1% des **ventes de ciment** à fin juin 2024 contre -4,6% un an auparavant ;
- Augmentation de +19% du **trafic passager aérien** à fin juin 2024 par rapport à fin juin 2023 pour atteindre un record de 15,1 millions ;
- Progression des **arrivées de touristes et des nuitées dans les ETHC** de +15% et +8,3% respectivement à fin mai 2024 ;
- Allègement du **déficit commercial** de -1,2 MM.DH ou -1% pour revenir à -117,1 MM.DH à fin mai 2024 et amélioration du taux de couverture de +1,3 point à 62,1%, résultat d'une hausse des exportations (+8 MM.DH ou +4,4%) plus importante que celle des importations (+6,9 MM.DH ou +2,3%) ;
- Bonne performance à fin mai 2023 des **exportations** des secteurs des phosphates et dérivés (+5,3%), de l'automobile (+12%) et de l'aéronautique (+17,6%) ;
- Repli des **importations** des produits énergétiques (-5,2%), des produits bruts (-8,5%) et des produits alimentaires (-3,3%) ;
- Amélioration des **Avoirs Officiels de Réserve** de +11,2 M.DH ou +3,1% à fin mai 2024 pour s'établir à 370,7 MM.DH ;
- Repli du **crédit bancaire hors prêts à caractère financier** de -5 MM.DH ou -0,5% à fin mai 2024 contre -463 M.DH ou -0,1% un an auparavant ;
- Allègement du **déficit budgétaire** à 27,5 MM.DH à fin juin 2024 contre 27,8 MM.DH un an auparavant, traduisant une augmentation des recettes (+14,3 MM.DH) plus importante que celle des dépenses (+13,9 MM.DH) ;
- Hausse de l'encours de la **dette globale du Trésor de +37 MM.DH ou +3,6% à fin juin 2024** contre +58,4 MM.DH ou +6,1% au terme de la même période de l'année 2023, pour atteindre 1 053,6 MM.DH ;
- Fin du cycle du resserrement des **conditions de financement** sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor avec des baisses de -3,2 pbs pour les BdT à 2 ans, -28 pbs pour les BdT à 10 ans, -31,8 pbs pour les 15 ans et -53,6 pbs pour les 20 ans ;
- Sensible atténuation du **taux d'inflation** à +1,0%, en moyenne des six premiers mois de l'année 2024, contre +7,9% durant la même période de l'année 2023 ;
- Hausse du **taux de chômage** de +0,8 point à 13,7% au niveau national au T1-24, résultat d'une augmentation de +0,5 point en milieu urbain à 17,6% et de +1,1 point en milieu rural à 6,8%.

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CONTEXTE INTERNATIONAL

RESILIENCE DE L'ECONOMIE MONDIALE EN 2024

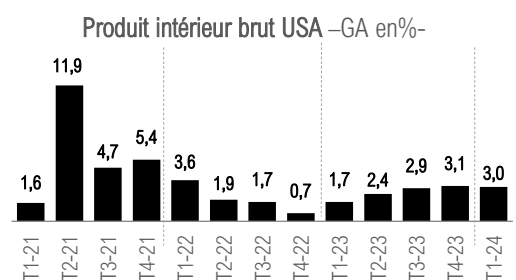
D'après la dernière mise à jour des perspectives économiques établie par le Fonds Monétaire International (FMI) en juillet, l'économie mondiale devrait progresser de +3,2% en 2024 contre +3,1% en 2023 (stable par rapport au perspectives du mois d'avril). Cette évolution est intervenue dans un contexte marqué par i) l'accroissement du risque d'accélération de l'inflation ; ii) l'incertitude en matière de politique économique et ii) l'escalade des tensions commerciales. Toutefois, le dynamisme variable de l'activité au début de l'année a réduit les écarts de production entre les pays, sous l'effet d'une atténuation des facteurs cycliques et d'une meilleure adéquation de l'activité avec son potentiel.

Au niveau des économies avancées, la croissance devrait rester stable à +1,7% en 2024 (+0,0 point / avril). Dans ce sillage, le taux de croissance aux États-Unis devrait croître de +2,6% (-0,1 point / avril) contre +2,5% en 2023, porté particulièrement par la bonne vigueur du marché de travail. De même, le rythme de croissance de la zone euro devrait s'accélérer de +0,4 point à +0,9% en 2024 (+0,1 point / avril), en liaison notamment avec l'amélioration de l'activité dans le secteur des services et la bonne tenue des exportations. Cette évolution devrait être tirée par la reprise de l'activité en Allemagne, dont le taux de croissance devrait ressortir à +0,2% (0,0 point / avril) contre -0,2% en 2023, tandis que les autres principaux pays de la zone devraient marquer une décélération de leur rythme de croissance, notamment la France (+0,9% contre +1,1%, soit +0,2 point / avril), en Italie (+0,7% contre +0,9% soit 0,0 point / avril) et l'Espagne (+2,4% contre +2,5% en 2023, soit +0,5 point / avril). En revanche, le PIB du Japon devrait baisser de -1,2 point pour revenir à +0,7% en 2024 (-0,2 point / avril), suite aux perturbations temporaires de l'offre et de la faiblesse de l'investissement privé.

Concernant les pays émergents et en développement, l'activité économique devrait marquer un léger ralentissement à +4,3% en 2024 (+0,1 point / avril) contre +4,4% en 2023, reflétant des décélérations dans plusieurs régions. En effet, le taux de croissance économique de la Chine devrait revenir à +5,0% (+0,4 point / avril) contre +5,2% en 2023, en lien avec les difficultés du secteur immobilier, l'atténuation des effets de la relance post-pandémique, et la faiblesse des stimuli des finances publiques. De même, l'économie russe devrait croître de +3,2% en 2024 (+0,0 point / avril) contre +3,6%, en liaison avec le ralentissement de l'investissement et de la consommation. Parallèlement, la croissance de l'Inde devrait revenir à +7,0% (+0,3 point / avril) contre +8,2%, reflétant la vigueur continue de la demande intérieure et la croissance de la population en âge de travailler. Enfin, l'économie brésilienne devrait progresser de +2,1% (-0,1 point / avril) contre +2,4%, en raison des répercussions à court terme d'inondations.

Résilience de la croissance économique aux Etats-Unis, en dépit des conditions climatiques sévères en début d'année

Le PIB réel aux Etats-Unis s'est accru de +3% en GA au T1-24, soit quasiment le même niveau affiché au T4-23 (+3,1%). Cette évolution provient principalement de la forte progression de l'investissement résidentiel de +4,7% après +1,5%. Toutefois, des ralentissements ont été enregistrés aux niveaux des dépenses publiques (+3,7% contre +4,6%), de la consommation des ménages (+2,4% après +2,7%) et des exportations (+0,3% après +1,8%).

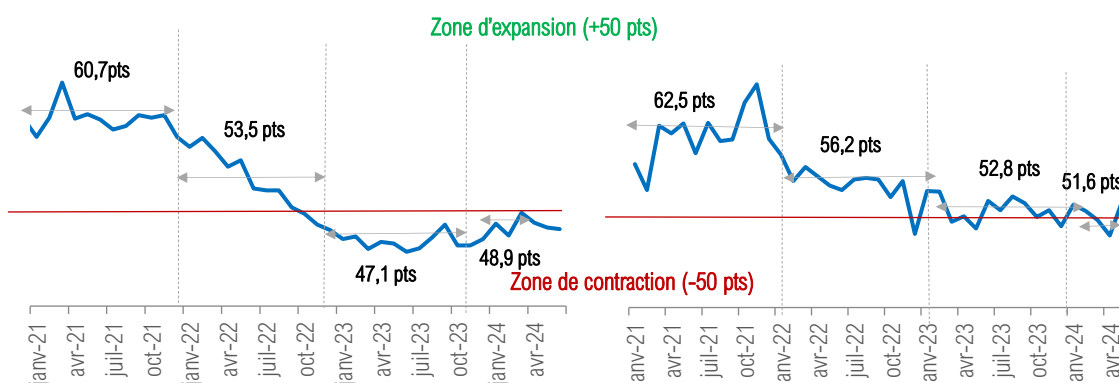


Source: US Bureau of Economic Analysis

L'évolution des indicateurs avancés au cours du mois de juin témoigne d'un ralentissement de l'activité industrielle, comme en atteste la poursuite de la baisse de l'indice ISM manufacturier de -0,2 point par rapport à mai 2024 pour se situer en zone de contraction à 48,5 points. De même, l'indice ISM non manufacturier a fortement diminué de -5 points, se situant ainsi en zone de contraction avec un score de 48,8 points en juin.

Indice ISM « Manufacturier » USA - En points –

Indice ISM « Non Manufacturier » USA - En points –



Source : Institute for Supply Management

Par ailleurs, la production industrielle a progressé de +0,4%, en GA, en mai 2024 après une légère baisse de -0,4% en avril 2024. De leur côté, le rythme de progression des ventes au détail s'est décéléré +2,3% en mai 2024 après +3% en avril 2024. Pour sa part, l'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan a ralenti à 68,2 points en juin 2024, après 69,1 points en mai 2024.

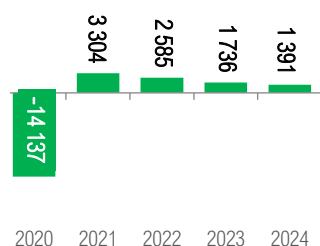
Au niveau du marché du travail, le nombre d'emplois créés s'est légèrement détérioré passant de 218 mille en mai 2024 à 206 mille en juin 2024, cumulant 1 391 mille postes depuis le début de l'année contre 1 736 mille postes un an auparavant. S'agissant du taux de chômage, il a atteint 4,1% en juin 2024, son niveau le plus élevé depuis novembre 2022, contre 4% en mai 2024 et 3,6% au même mois un an auparavant.

S'agissant du taux d'inflation, il s'est établi +3%, en GA, en juin 2024, le plus bas niveau depuis juin 2023, après +3,3% en mai 2024 en raison notamment du ralentissement des prix des produits énergétiques de +1% après +3,7%. Hors énergie et alimentation, les prix ont ralenti de +3,3% après +3,4%.

Dans ce contexte, la Réserve Fédérale américaine (FED) a décidé, lors de sa réunion du 12 juin 2024, de maintenir, pour la septième fois consécutive, ses taux d'intérêts stables dans une fourchette allant de +5,25% à +5,50%, leur plus haut niveau depuis janvier 2001. En parallèle, la FED poursuivra son rythme de réduction du programme de Resserrement Quantitatif (à compter du 1^{er} juin 2024). Ainsi, la diminution mensuelle maximale des titres du Trésor est passé de 60 MM.\$ US à 25 MM.\$US et celle de titres d'agences et de titres hypothécaires demeurera à 35 MM.\$US.

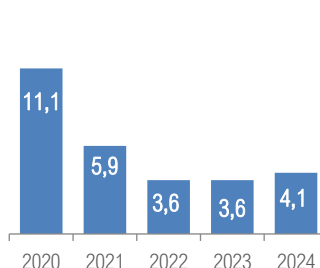
Création d'emploi non agricole

Cumulé à fin Juin- En milliers



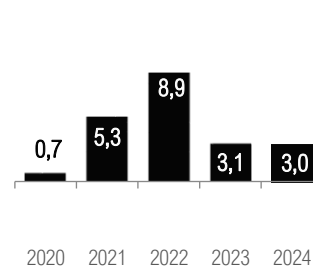
Taux de chômage

En Juin-En %



Taux d'inflation

En Juin-En %

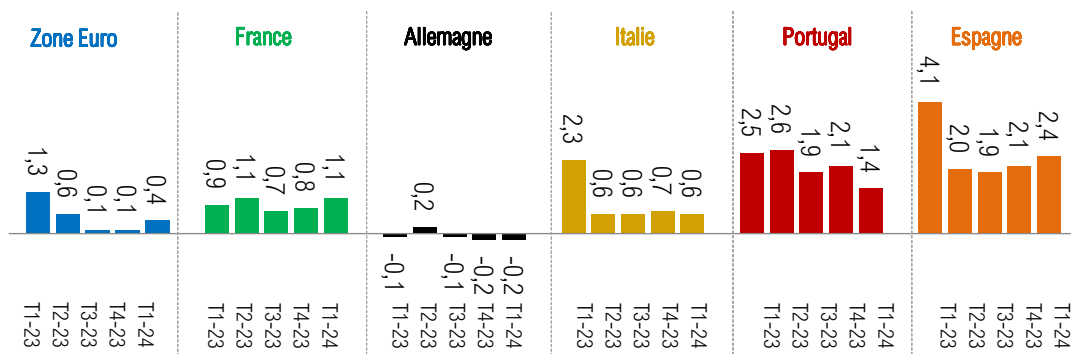


Source: United States Department of Labor

Rebond de l'activité économique de la zone euro au T1-24

L'activité économique au sein de la zone euro a marqué une accélération à +0,4% en G.A au cours du T1-24 contre +0,1% au trimestre précédent. Cette amélioration a concerné notamment l'Espagne (+2,4% au T1-24 contre +2,1% au T4-23) et la France (+1,1% contre +0,8%) et ce, en liaison avec la reprise de la consommation des ménages et l'investissement privé. En revanche, le rythme de croissance économique a marqué une décélération au Portugal (+1,4% contre +2,1%) et en Italie (+0,6% contre +0,7%). Pour sa part, pénalisée par la crise de son secteur industriel, l'Allemagne est demeurée en récession et ce, pour le troisième trimestre consécutif (-0,2%, stable par rapport au T4-23).

Produit intérieur brut Zone Euro - en glissement annuel-en % -



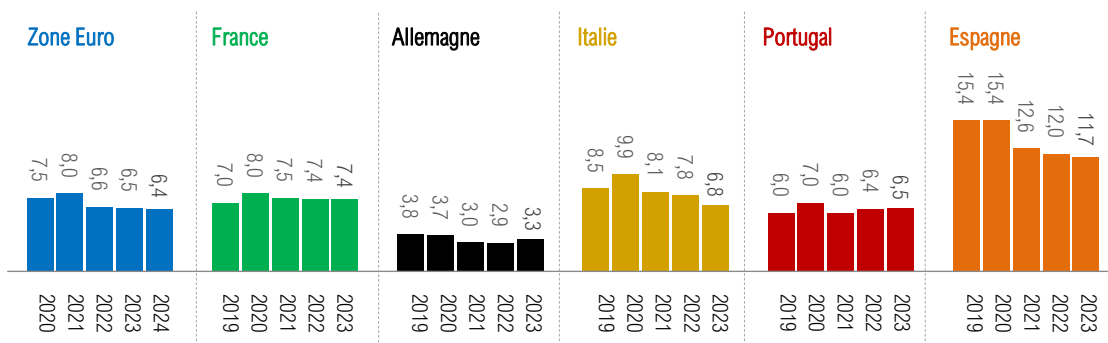
Source : Eurostat

Pour ce qui des indicateurs avancés, l'indice PMI composite a marqué un ralentissement, pour la première fois depuis octobre 2023, pour revenir à 50,9 points en juin contre 52,2 points un mois auparavant, soit son plus bas niveau depuis trois mois. Quoiqu'en baisse, cet indicateur demeure en zone d'expansion et laisse présager ainsi une progression modérée de l'activité économique au sein de la zone euro au cours du T2-24. Cette évolution est liée, aussi bien, à la contraction du PMI manufacturier (45,8 points en juin, son plus bas niveau depuis deux mois, contre 47,3 points en mai) qu'à l'affaiblissement du PMI non manufacturier (52,8 points, son plus bas niveau depuis trois mois, contre 53,2 points).

De son côté, l'indice ESI du sentiment économique de la zone euro a marqué un fléchissement à 95,9 points au cours du mois de juin contre 96,1 points un mois auparavant. Cette évolution provient d'une dégradation de la confiance des entreprises dans le secteur de la construction, du commerce de détail et des services et ce, notamment en France (-0,7 point) et en Italie (-0,7 point).

Par ailleurs, le marché de l'emploi a poursuivi sa résilience en mai, comme en atteste le maintien du taux de chômage à son plus bas historique, soit 6,4%. Par pays et par rapport à fin 2023, ce taux a baissé de -0,5 point en Italie (6,8%), -0,2 point en Espagne (11,7%) et de -0,1 point en France (7,4%). Par contre, ce taux a augmenté de +0,2 point en Allemagne (3,3%) tandis qu'il a marqué une stagnation au Portugal (6,5%).

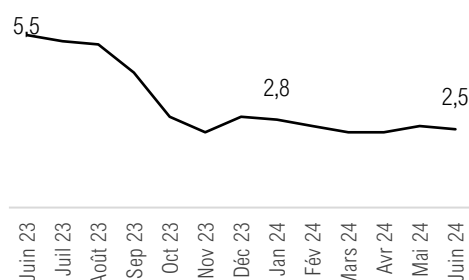
Taux de chômage Zone euro – Mai en % -



Source : Eurostat

Pour sa part, l'inflation a renoué avec la baisse, selon les estimations rapides de l'Eurostat, pour revenir à +2,5% en juin contre +2,6% un mois auparavant. Cette évolution provient essentiellement de la décélération du rythme de progression aussi bien des prix des produits alimentaires (+2,5% en juin contre +2,6% en mai) que ceux énergétiques (+0,2% contre +0,3%). En revanche, les prix des services ont marqué une stagnation à +4,1%.

Taux d'inflation annuel Zone Euro -En % -



Source : Eurostat

Par pays, l'amenuisement du taux d'inflation a concerné les principales économies de la zone, particulièrement le Portugal (+3,1% en juin contre +3,8% en mai), l'Espagne (+3,5% contre +3,8%), l'Allemagne (+2,5% contre +2,8%) et la France (+2,5% contre +2,6%). Par contre, ce taux s'est accru de +0,1 point en Italie pour revenir à +0,9%.

Compte tenu de ce contexte, la BCE a décidé de réduire le caractère restrictif de sa politique monétaire et d'abaisser ainsi les trois taux d'intérêt directeurs de 25 points de base, lors de sa réunion du 7 juin et ce, après avoir maintenu ces taux au même niveau pendant neuf mois. En effet, les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt seront réduits à 4,25%, 4,50% et 3,75% respectivement à compter du 12 juin 2024.

De même, la BCE a annoncé la poursuite de la réduction de ses achats nets mensuels d'actifs au titre de son programme APP (asset purchase programme) à un rythme mesuré et prévisible. S'agissant du PEPP (pandemic emergency purchase programme), la BCE entend poursuivre le réinvestissement des remboursements du principal des titres arrivant à échéance au cours du premier semestre 2024 et de réduire le portefeuille de 7,5 MM.€ par mois en moyenne au second semestre 2024, avant de mettre fin aux réinvestissements y afférent fin 2024.

Pays émergents : Accélération de la croissance en Chine

En Chine, la croissance de l'économie s'est accélérée à +5,3% au T1-24, en GA, après +5,2% au T4-23. Pour rappel, les autorités chinoises ont fixé début mars 2024 un objectif de +5% de croissance pour 2024, soit le même qu'en 2023 et légèrement supérieur aux prévisions du FMI (+4,6%, prévisions de janvier 2024) et de l'OCDE (+4,7%, prévisions de février 2024).

Par ailleurs, les ventes au détail ont progressé de +3,7% en GA, en mai 2024, après +2,3% en avril 2024. Toutefois, la production industrielle a ralenti à +5,6%, en GA, en mai 2024 après +6,7% en avril 2024. De même, l'Indice PMI manufacturier s'est inscrit en zone de contraction à 49,5 points en juin 2024. Pour sa part, l'Indice PMI non manufacturier s'est maintenu, pour le 18^{ème} mois consécutif, en zone d'expansion (50,5 points après 51,1 points).

S'agissant du taux de chômage, il a stagné par rapport à avril 2024 pour atteindre 5% en mai 2024. Enfin, le taux d'inflation s'est établi à +0,3% en GA, en mai 2024, en stagnation par rapport à avril 2024.

Dans ce contexte, la Banque Populaire de Chine (PBoC) a continué sa politique d'assouplissement monétaire pour relancer l'activité économique et le secteur immobilier en particulier. Ainsi, elle a maintenu, lors de la réunion du 20 mai 2024, son taux directeur MLF à 1 an à +2,5%. De même, elle a laissé ses taux préférentiels sur les prêts à 1 et 5 ans inchangés respectivement à +3,45% et à +3,95%.

Au Brésil, la croissance de l'économie a légèrement augmenté à +2,5% au T1-24, en GA, après +2,1% au T4-23. Toutefois, la production industrielle a chuté de -1%, en GA en mai 2024 contre une hausse de +8,4% en avril 2024. De leur côté, les ventes au détail ont connu une décélération à +2,2%, en GA, en avril 2024 après +5,7% en mars 2024.

De son côté, l'Indice PMI composite a quasiment stagné pour s'établir à 54,1 points en juin 2024. Cette évolution provient, à la fois, de la décélération de l'indice PMI manufacturier (+52,5 points après +52,1 points) que celui des services (+54,8 points après +55,3 points).

S'agissant du taux de chômage, il est revenu à 7,1% en mai 2024 après 7,5% en avril 2024. Pour sa part, le taux d'inflation s'est légèrement dégradé à +3,9%, en GA, en mai 2024, contre +3,7% en avril 2024.

Dans ce contexte de modération de l'inflation, la Banque Centrale du Brésil a continué sa politique d'assouplissement monétaire entamée depuis le mois d'août 2023, en maintenant lors de sa réunion du 19 juin 2024 son taux directeur inchangé, à +10,5%.

Enfin, **en Inde**, la croissance de l'économie a légèrement décéléré à +7,8% au T1-24, en GA, après +8,4% au T4-23. Rappelons que les autorités indiennes ont fixé début avril 2024 un objectif de +7% de croissance pour l'ensemble de l'année 2024 soit le même qu'en 2023 et, légèrement supérieur aux prévisions du FMI (+6,5%, prévisions de janvier 2024) et de l'OCDE (+6,2%, prévisions de février 2024).

Par ailleurs, la production industrielle a légèrement progressé à +5% en avril 2024 après +4,9% en mars 2024. Cette évolution provient de la hausse, à la fois, de l'indice PMI manufacturier (+58,3 points en juin 2024 après +57,5 points en mai) que de celui des services (+60,5 points après +60,2 points).

S'agissant du taux de chômage, il a fortement augmenté passant de +7% en mai 2024 à +9,2% en juin 2024. Enfin, le taux d'inflation a augmenté pour se situer à +5,1% en GA en juin 2024, un niveau inférieur à la cible de +6% de la Banque de Réserve de l'Inde (BRI), après 4,7% en mai 2024. Cette évolution s'explique notamment par la baisse des prix des produits énergétiques (-3,8% en mai 2024 contre -4,2% en avril 2024).

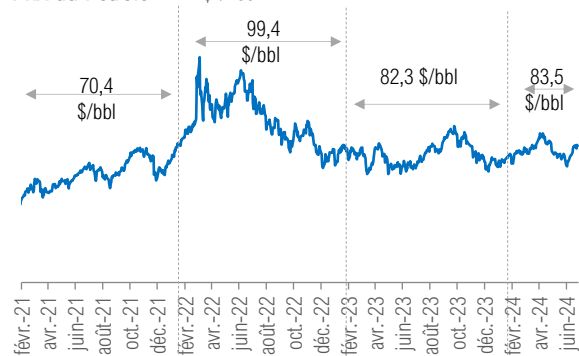
Dans ces conditions, la BRI a décidé, lors de sa réunion du 7 juin 2024, de maintenir pour le neuvième mois consécutif son taux directeur inchangé à +6,5%. La BRI a également maintenu les taux de la facilité permanente marginale et de la facilité permanente de dépôt inchangés respectivement à +6,75% et à +6,25%.

Volatilité des cours des produits de base

Au titre du mois de juin, les cours des produits de base ont renoué avec la hausse et ce, compte tenu des turbulences géopolitiques en Europe et au Moyen-Orient conjuguées aux récents aléas météorologiques. En effet, l'indice synthétique des produits de base a légèrement augmenté de +0,3% contre -4,3% en mai, en liaison notamment avec le renchérissement de +1,1% des produits énergétiques contre -6,4% en mai tandis que des autres produits se sont contractés de -1,3% après -0,4%.

Au niveau des produits énergétiques, et après la sensible baisse enregistrée en mai, les cours du pétrole se sont légèrement redressés de +0,7%, d'un mois à l'autre, pour s'établir à 82,6 \$/bbl en juin. Cette hausse des cours du Brent est soutenue particulièrement par la décision de l'OPEP+ de prolonger ses réductions de production au troisième trimestre 2024, maintenant ainsi une offre limitée du pétrole à court terme. Par rapport à fin 2023, la progression des cours a atteint +6,7%. Parallèlement, les cours du gasoil ont affiché une légère hausse de +0,8%, limitant ainsi leur baisse à -2,5% par rapport à fin 2023.

Prix du Pétrole - En \$ / baril -



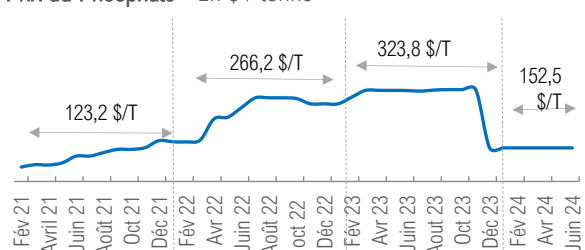
Source : Bloomberg

Concernant les denrées alimentaires, et après la sensible baisse enregistrée en mai, l'indice synthétique y afférent a marqué une quasi-stagnation en juin et ce, compte tenu d'une demande mondiale toujours peu vigoureuse et d'une offre suffisante. Cette évolution recouvre, d'une part, des baisses de -14,4% pour le blé tendre américain (248 \$/T en moyenne en juin), -2,8% pour le blé tendre français (248 \$/T) et de -2,7% pour le maïs (193 \$/T) et, d'autre part, des hausses de +11,4% pour le café (4500 \$/T) et de +2,1% pour le sucre (454 \$/T).

En revanche, et après trois mois de hausses consécutives, les prix des métaux de base se sont inscrits en baisse en juin, comme en témoigne la contraction mensuelle de -4,5% de l'indice des prix y afférent. Dans ce sillage, les baisses ont atteint -10,7% pour le Nickel (17498 \$/T en moyenne en juin), -5,1% pour le zinc (2809 \$/T), -4,8% pour le cuivre (9648 \$/T), de -3,3% pour le plomb (2147 \$/T) et de -2,6% pour l'aluminium (2498 \$/T). Ce mouvement baissier est attribué à la combinaison de facteurs concomitants liés notamment i) aux stocks élevés des métaux de base ii) à la dépréciation du yuan et iii) à la perspective d'une seule réduction des taux d'intérêts par la Réserve fédérale américaine au cours de l'année 2024, contre trois baisses initialement attendues en mars, et à une date plus tardive que prévu.

Enfin, les cours du phosphate brut se sont maintenus à 152,5 \$/T en juin et ce, depuis décembre 2023. Pour leur part, et après deux mois consécutifs de baisse, les cours de ses dérivés sont repartis à la hausse avec des progressions mensuelles de +8,9% pour le TSP (473,8 \$/T) et +4,0% pour le DAP (543 \$/T), portant ainsi leurs évolutions annuelles à +5,9% et -3,7% respectivement.

Prix du Phosphate - En \$ / tonne -



Source : Banque mondiale

Evolution mitigée sur marchés financiers

Au titre du mois de juin, les marchés financiers ont affiché des évolutions contrastées et ce, compte tenu de l'instauration d'un climat d'attente lié aux élections législatives en Europe. En effet, les places financières aux États-Unis et au sein des pays émergents ont confirmé leur évolution positive tandis qu'en Europe, les indices boursiers se sont inscrits en baisse et ce, malgré la décision de la BCE d'entamer son cycle de détente monétaire en juin.

Aux États-Unis, l'activité boursière continue de tirer profit du dynamisme de l'économie américaine, comme en témoigne les appréciations mensuelles respectives de +5,8% et +3,8% des indices boursiers NASDAQ et S&P⁵⁰⁰ en juin. Par rapport à fin 2023, les performances de ces deux indices se sont ainsi élevées à +19,1% et +15,6% respectivement.

En Europe, pénalisé par les incertitudes politiques liées aux élections législatives en France, l'indice de référence EuroStoxx50 s'est contracté de -1,4% par rapport au mois de mai, ramenant sa progression depuis fin 2023 à +9,8%. Cette évolution a porté sur les principaux indices de la zone, traduisant des reculs mensuels de -4,5% pour le CAC40 ^{Paris}, -2,2% pour le FTSE MIB ^{Milan}, -1,4% pour le GDAXI ^{Allemagne} et -0,3% pour l'IBEX ^{Madrid}. Par rapport à fin 2023, ces évolutions se sont établies respectivement à +3%, +11,6%, +9,8% et +10,1%.

A l'inverse, l'indice boursier des pays émergents MSCI-EM a affiché une légère hausse de 0,1%, pour porter sa progression par rapport à fin 2023 à +8,8%.

CONTEXTE NATIONAL

Ralentissement de la croissance économique au T1-24

Sur la base des derniers résultats des comptes nationaux trimestriels du HCP, l'économie nationale a connu un ralentissement de la croissance à +2,5% au cours du T1-24 contre +3,9% au T1-23, reflétant une baisse de la valeur ajoutée agricole et une décélération des activités non-agricoles.

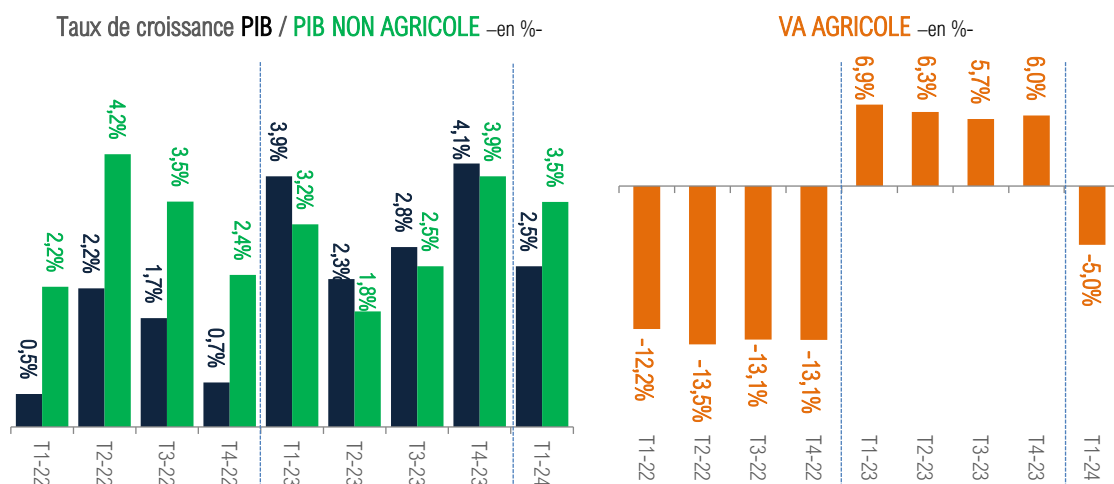
Ainsi, la valeur ajoutée du secteur primaire s'est contractée de -4,3% au T1-24 contre +1,7% un an auparavant. Cette évolution recouvre, d'une part, un repli de la valeur ajoutée du secteur agricole de -5,0% au lieu d'une hausse de +2,1% et, d'autre part, une hausse de la valeur ajoutée du secteur de la pêche de +10,0% contre -4,8%.

De son côté, la valeur ajoutée du secteur secondaire a enregistré une hausse de +3,6% contre -0,4% un an auparavant. Cette évolution provient des hausses des valeurs ajoutées des secteurs de l'industrie extractive (+17,7% au T1-24 contre +12,1% au T1-23), de l'électricité, gaz, eau, assainissement et déchets (+3,0% contre -3,0%) et de la construction (+2,5% contre -3,0%). De son côté, la valeur ajoutée des industries de transformation a enregistré une légère décélération à +2,1% contre +3,0%.

Par ailleurs, et après une forte progression de +6,0% au T1-23, la valeur ajoutée du secteur tertiaire a marqué un ralentissement à +3,0% au T1-24. Cette évolution recouvre, d'une part, une décélération de la croissance de la valeur ajoutée des secteurs de l'hébergement et restauration (+1,9% après +55,8 %), du transport et de l'entreposage (+3,4% contre +8,7%), de la croissance des services financiers et assurances (+3,9% contre +7,3%), des postes et télécommunications (+1,3% contre +3,1%), des activités de l'éducation (+2,9% contre +4,2%), des services immobiliers (+2,1% contre +2,7) et de la recherche et développement et services rendus aux entreprises (+3,6% contre +4,3%) et, d'autre part, l'accélération des activités des services rendus par l'administration publique (+3,4% contre +3,1%) et du commerce et réparation véhicules (+2,7% contre +1,4%).

Tenant compte de ces évolutions, la croissance de la valeur ajoutée non agricole a marqué un ralentissement à +3,2% contre +3,9% au T1-23.

Par ailleurs, et compte tenu de la hausse du poste impôts nets des subventions de +5,5% au lieu de +2,7% au T1-23, la croissance du PIB non agricole s'est élevée à +3,5% contre +3,2% un an auparavant. Quant au PIB nominal, il a connu une hausse de +3,8%, laissant apparaître une progression de +1,3% du niveau général des prix contre +5,4% durant la même période un an auparavant.



Source : Haut-Commissariat au Plan

Contribution positive de la demande intérieure à la croissance économique ...

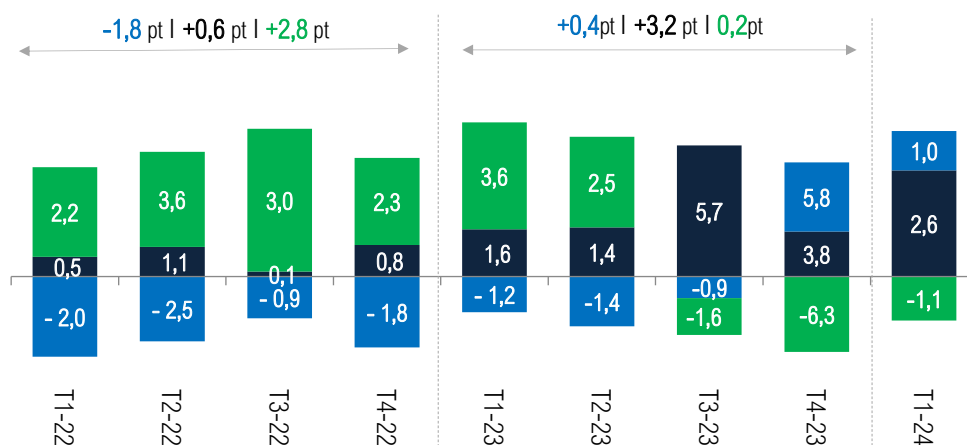
La contribution de la demande intérieure à la croissance s'est améliorée à +3,7 points au T1-24 contre +0,3 point une année auparavant. Ce résultat reflète la hausse de la consommation des ménages de +3,0% contre +0,9% un an auparavant et la décélération de la consommation finale des administrations publiques passant de +4,5% au T1-23 à +3,9% au T1-24 affichant ainsi des contributions respectives de +1,9 point et +0,7 point à la croissance.

De son côté l'investissement a affiché une progression de +4,6% au lieu de -5,0%, soit une contribution positive à la croissance de +1 point.

Contribution négative du solde des échanges extérieurs à la croissance économique

Compte tenu d'une hausse des importations (+9,5% contre +7,8%) plus importante que celle des exportations (+7,3% contre +18,6%), la contribution du solde des échanges extérieurs de biens et services à la croissance économique s'est située à -1,1 point contre +3,6 points un an auparavant.

Contribution à la croissance : Investissement / Consommation / Echanges extérieurs - En points de croissance -



Source : Haut-Commissariat au Plan

Campagne agricole 2023/24 : Baisse de la production céréalière en raison des conditions climatiques difficiles

La campagne agricole 2023/24 s'est inscrite dans le cadre d'une suite de défis environnementaux majeurs, exacerbés par les sécheresses successives entamées depuis cinq années. Ainsi, le cumul pluviométrique s'est élevé, au 14 juillet 2024, à près de 240 mm, en baisse de -3% par rapport à la campagne précédente à la même date et de -34% par rapport à une campagne normale. Dans ces conditions, le taux de remplissage des barrages à usage agricole à l'échelle nationale a avoisiné 29%, contre 30% à la même date de la campagne précédente.

Par ailleurs, la variation importante des températures minimales et maximales qui ont marqué la campagne, a entraîné des perturbations des cycles de production des cultures. En conséquence, la hausse des températures durant le mois de novembre 2023, conjugué au manque de pluies, a accentué le stress hydrique dans plusieurs zones céréalières et causé des pertes significatives dans les emblavements des céréales.

Dans ces conditions, et pour la première fois depuis 40 ans, les superficies emblavées en céréales se sont limitées à 2,5 millions d'hectares au titre de la campagne agricole 2023/24 contre 3,7 millions d'hectares un an auparavant, soit une baisse significative de -33%. Dans ces conditions, la **production céréalière prévisionnelle** est estimée à 31,2 M.Qx contre 55 M.Qx au titre de la précédente campagne, soit une baisse de -43%. Par espèce, cette production est répartie entre le blé tendre (17,5 M.Qx), le blé dur (7,1 M.Qx) et l'orge (6,6 M.Qx).

Toutefois, l'amélioration des conditions climatiques à partir du mois de février 2024 a eu un impact positif sur le développement de plusieurs cultures printanières dont notamment les cultures maraîchères et les plantations fruitières. Ainsi, les **cultures maraîchères** ont permis de couvrir les besoins du marché national et les exportations en ces produits, notamment, la tomate, l'oignon et la pomme de terre, avec une production de 8,4 millions de tonnes.

S'agissant du **secteur de l'élevage**, il a contribué à l'approvisionnement régulier du marché national en produits animaux et ce, grâce aux mesures prises par le gouvernement visant notamment la mise en œuvre du programme de réduction de l'impact du déficit pluviométrique. Ces mesures ont concerné notamment : (i) la distribution d'orge et d'aliment composé subventionnés en faveur des éleveurs, ainsi que l'aménagement et l'équipement de points d'eau pour l'abreuvement du cheptel et ; (ii) la suspension des droits de douane et de la TVA, ainsi que la subvention à l'importation des ovins.

PRINCIPALES MESURES POUR LE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2024/25

Le gouvernement a pris une série de mesures conjoncturelles pour garantir le bon déroulement de la campagne agricole 2024/25 à savoir :

- (i) La mobilisation de 1,26 millions de quintaux pour subventionner 40% de semences certifiées de céréales et de maintenir des prix incitatifs pour les agriculteurs ;
- (ii) La subvention des semences et plants de tomate ronde, d'oignon et de pomme de terre dans le but de réduire le coût de production de ces légumes, d'améliorer la production et de garantir l'approvisionnement du marché national en quantités suffisantes en légumes et à des prix raisonnables pour le consommateur ;
- (iii) L'approvisionnement du marché à hauteur de 650.000 tonnes d'engrais phosphatés, au même prix que la campagne précédente ;
- (iv) La prévision d'un programme des cultures d'automne avec 4,36 Millions d'ha pour les céréales, près de 546 Mille ha pour les cultures fourragères, près de 300. Mille ha pour les légumes alimentaires et 106 Mille ha pour les maraichages d'automne.

Parallèlement à ces mesures, le Gouvernement travaille pour rétablir progressivement les équilibres des différentes filières, en poursuivant les investissements structurants visant à renforcer la résilience du secteur agricole face au changement climatique. A ce titre, deux programmes structurants pour les céréales se poursuivent conformément au contrat-programme signé avec la fédération interprofessionnelle. Il s'agit :

- (i) Du programme pour le développement du semis direct qui vise d'atteindre 1 Million d'ha à horizon 2030. Il prévoit au titre de la prochaine campagne agricole une superficie de près de 260 Mille ha, l'acquisition et distribution de 200 semoirs au profit des coopératives agricoles ;
- (ii) Du programme pour l'encouragement de l'irrigation de complément des systèmes céréaliers avec l'objectif d'atteindre 1 Million d'ha.

Evolution globalement favorables des activités non agricoles

L'évolution des indicateurs de conjoncture au début de l'année 2024 augurent d'une reprise des activités secondaires tirées notamment par les industries extractives, les industries manufacturières et le secteur du BTP. De son côté, les activités tertiaires poursuivent leur dynamisme, soutenues particulièrement par les secteurs du tourisme et du transport qui affichent de bonnes performances.

Secteur de la pêche : Le volume des débarquements des produits de la pêche côtière et artisanale s'est contracté de -10% à fin juin 2024 par rapport à la même période de l'année 2023. Cette évolution est le résultat du repli de -82% des débarquements des crustacés et coquillages, de -39% des algues et de -12% des poissons pélagiques au moment où ceux des poissons blancs et des céphalopodes ont augmenté respectivement de +6% et de +5%.

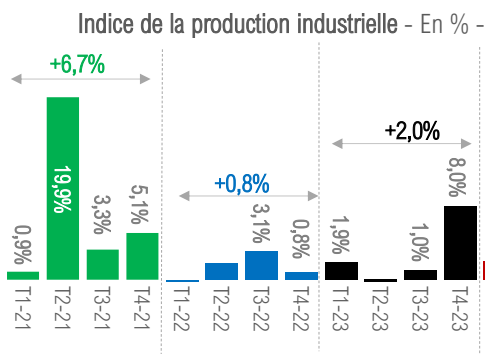
Par contre, les débarquements en valeur ont légèrement reculé de -4%, recouvrant, d'une part, des repli au niveau des captures de crustacés (-19%), de poissons pélagiques (-7%), des algues (-52%), de poissons blancs (-5%) et de coquillages (-93%) et d'autre part, une hausse de la valeur des captures de céphalopodes de +2%.

Secteur minier : A fin mai 2024, la production de phosphate a poursuivi sa nette reprise entamée depuis le mois d'octobre de l'année dernière avec un rebond de +30,7% contre -23,2% un an auparavant. De même, la production des dérivés s'est renforcée de +28,2% contre -16,7%, suite à la hausse des productions de l'acide phosphorique (+26,6% contre -17,9%) et des engrais naturels et chimiques (+29,2% contre -16%).

Cette bonne dynamique a été soutenue principalement par l'accroissement de la demande mondiale, comme en témoigne la hausse, à fin mai, des ventes en volume de +75,1% pour le phosphate, de +26,3% pour les engrais naturels et chimiques et de +1,2% pour l'acide phosphorique.

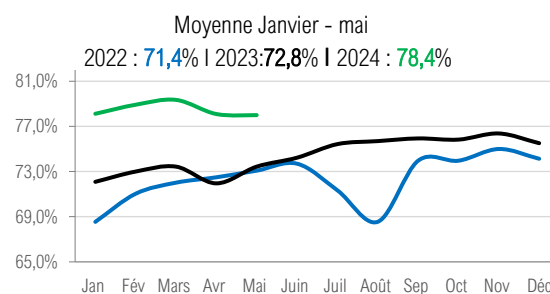
Secteur industriel : L'indice de la production des industries manufacturières a enregistré une progression de +2,0% au T1-24, soit quasiment le même rythme qu'au T1-23 (+1,9%). Cette évolution résulte notamment de la progression des indices de production de l'industrie chimique (+13,2%), de l'industrie automobile (+9,2%), de l'industrie pharmaceutique (+7,3%) et des industries alimentaires (+2,6%). En revanche, les indices de la fabrication de l'habillement et de fabrication d'équipements électriques ont enregistré des baisses respectives de -8,4% et -7,4%.

De son côté, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle (TUC) a enregistré une hausse de +5,6 points, en moyenne des cinq premiers mois de l'année 2024, pour s'établir à 78,4%. Dans cette évolution, des augmentations ont été enregistrées au niveau des TUC des industries mécaniques et métallurgiques (+17,2 pts), des industries électrique et électronique (+9,2 pts), des industries chimique et para-chimique (+4,8 pts), des industries du textile et cuir (0,2 pt), tandis que le TUC des industries agroalimentaires a marqué une baisse de -2,2 pts.



Source : Haut-Commissariat au Plan

Taux d'utilisation des capacités de production industrielle



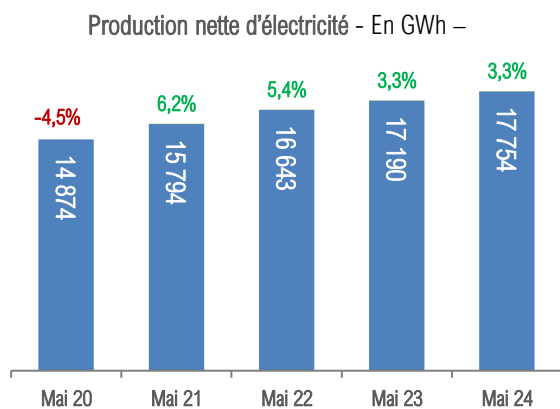
Source : Bank Al-Maghrib

Secteur énergétique : A fin mai 2024, la production locale d'électricité a enregistré une progression de +1,8% contre -0,5% un an auparavant. Cette évolution recouvre, d'une part, des hausses de +42,1% de la production issue des énergies renouvelables inscrites dans le cadre de la loi 13-09 et de +1,6% de la production concessionnelle et, d'autre part, une diminution de -6,7% de la production de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau potable (ONEE).

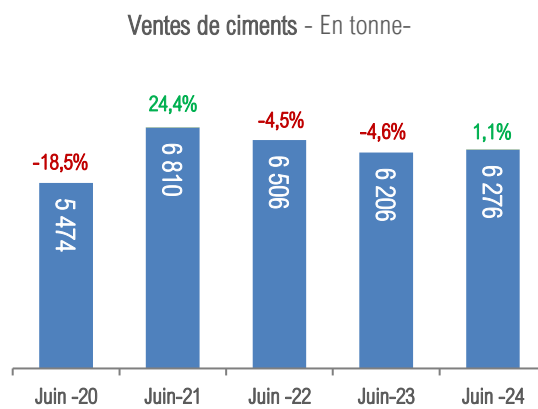
De son côté, le solde des échanges d'énergie s'est établi à +642 Gwh après +674 Gwh un an auparavant, provenant de la hausse de +30,0% des importations et de la baisse de -8,1% des exportations. Ainsi, l'énergie appelée nette a enregistré une stagnation à +3,3%.

Par ailleurs, la consommation d'électricité a augmenté de +1,6% contre +5,1% un an auparavant. Cette évolution recouvre, d'une part, des améliorations de la consommation d'électricité à moyenne tension (+5,9%), de la consommation des régions (+3,1%), de la consommation à basse tension (+1,4%), et, d'autre part, une diminution de la consommation d'électricité à très haute et haute tension (-36,9%).

BTP : Les ventes de ciment ont enregistré une baisse de -29,1% en juin 2024 en liaison avec l'arrêt des chantiers durant Aid Al-Adha qui a coïncidé cette année avec le mois de juin, permettant ainsi de réaliser une légère augmentation de +1,1% depuis le début de l'année contre -4,6%. Globalement, cette évolution s'explique par des contreperformances des ventes au niveau des segments du bâtiment (-18,1%) et de la distribution (-4,2%). Par contre, les segments de l'infrastructure, du béton prêt à l'emploi et du préfabriqué ont augmenté successivement de +32,6%, de +10,1% et de +1,2%.



Source : Office national de l'électricité et de l'eau potable



Source : Association Professionnelle des Cimentiers

Par ailleurs, l'additionnel des crédits immobiliers a progressé de +1,9 MM.DH ou +0,6% au cours des cinq premiers mois de l'année 2024 après +779 M.DH ou +0,3% un an auparavant à la même date. C'est ainsi que les financements alloués à la promotion immobilière ont augmenté de +1,2 MM.DH ou +2,3% contre -2,5 MM.DH ou -4,5% tandis que les crédits alloués à l'habitat n'ont progressé que de +789 M.DH ou +0,3% après +1,9 MM.DH ou +0,8%.

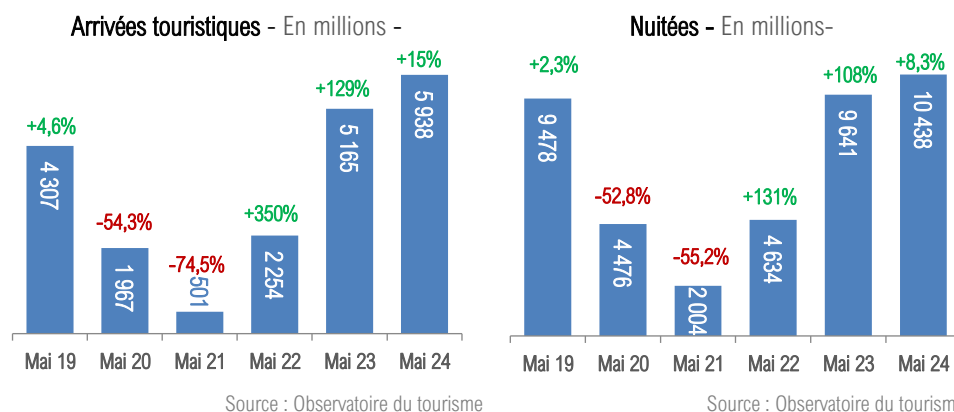
Pour sa part, le nombre de bénéficiaires du fonds DAMANE ASSAKANE a atteint 4.037 au terme du T1-24, en hausse de +32,1% par rapport au T1-23. Cette évolution recouvre une hausse de +41,4% du nombre de bénéficiaires du FOGARIM (2.544 contre 1.803) et de +19,1% de celui du FOGALOGÉ (1.493 contre 1.254). De leur côté, les montants des crédits accordés à FOGALOGÉ se sont améliorés de +21,3% à 336 M.DH tandis que ceux accordés à FOGARIM ont augmenté de +1,7% à 431 M.DH. Depuis sa création, 295.660 ménages ont bénéficié de l'appui du Fonds DAMANE ASSAKANE pour un montant global de 56,5 MM.DH.

Pour rappel, le programme d'aide sociale qui s'étend sur la période 2024-2028, a suscité un grand intérêt chez les marocains depuis son lancement en janvier 2024. Ainsi, le nombre de demandes a totalisé 84 500 jusqu'au 15 juillet 2024, dont 67 500 demandes à l'échelle nationale et 17 000 exprimées par les Marocains Résidant à l'Étranger. Quant à la valeur totale des logements acquis, elle s'est élevée à 6,3 MM.DH avec une contribution de 1,3 MM.DH de l'État.

Tourisme : L'activité touristique a poursuivi sa performance exceptionnelle au cours des cinq premiers mois de l'année 2024, enregistrant une hausse des arrivées aux postes frontières de +15% par rapport à la même période de l'année précédente et de +38% par rapport à 2019 pour culminer à 5,9 millions de touristes. Cette dynamique a été portée aussi bien par la hausse des arrivées de touristes étrangers (+16,8%), qui représente 56,4% du total des arrivées, que par les MRE (+12,7%). La destination « Maroc » continue ainsi de rayonner sur la scène touristique internationale grâce notamment à l'engagement des différentes parties prenantes dans la mise en œuvre de la feuille de route du tourisme 2023-2026.

Par marché émetteur, une bonne performance a été affichée principalement par les touristes en provenance de France (+17%), du Royaume-Uni (+32%), de l'Allemagne (+34%), de l'Italie (+22%), du Portugal (+29%) et de la Hollande (+25%).

De même, le nombre des nuitées réalisées dans les hôtels classés se sont renforcés de +8,3% à fin mai 2024, porté par le renforcement de +13,2% des nuitées réalisées par les non-résidents alors que celles réalisées par les résidents sont restées stables. Par destination, le nombre des nuitées a augmenté principalement dans les villes d'Agadir (+20%), Al Haouz (+16%), Casablanca (9%) et Marrakech (+8%).



Source : Observatoire du tourisme

Source : Observatoire du tourisme

Transport : Au niveau du trafic aérien, les aéroports du Maroc continuent d'enregistrer un volume de trafic commercial record avec 15,1 millions de passagers à fin juin 2024, en hausse de +19% par rapport à la même période de l'année précédente. Les mouvements aéroportuaires ont, de leur côté, progressé de +15% pour atteindre 111.783 vols. Cette évolution a été favorisée par la création de plusieurs nouvelles lignes aériennes internationales et le renforcement des fréquences hebdomadaires.

Pour ce qui est du trafic aérien international, il a affiché un rebond de +19% à fin juin 2024 pour atteindre 13,6 millions de passagers. Cette dynamique a été soutenue principalement par la performance réalisée par le marché de l'Europe (+20%), qui représente 85% du total du trafic, les marchés du moyen et extrême orient (+15%) et de l'Afrique (+16%).

Quant au trafic intérieur, il s'est renforcé de +22% pour culminer à 1,5 million de passagers, porté par le lancement au mois de mai de nouvelles lignes intérieurs de la compagnie Ryanair.

Trafic aérien commercial au niveau des principaux aéroports

Aéroports	Juin 2023	Juin 2024	Var %
MOHAMMED V	4.506.833	4.836.649	7%
MARRAKECH	3.469.468	4.492.705	29%
AGADIR	1.097.709	1.471.058	34%
FES - SAISS	809.810	908.250	12%
TANGER	848.664	1.022.889	21%
RABAT-SALE	554.499	777.008	40%
NADOR	411.796	443.275	8%
OIJDA	381.948	439.112	15%
LAAYOUNE	118.290	130.549	10%
TOTAL	12.667.160	15.104.579	19%

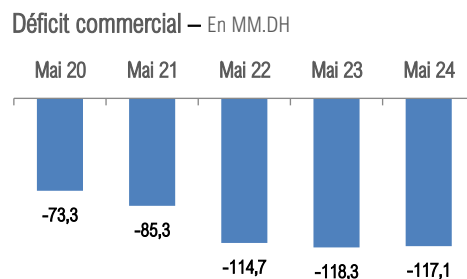
Source : Office National des Aéroports

Télécommunications : Selon les derniers résultats de l'ANRT, le marché internet a enregistré un net rebond de son activité avec une hausse de +7,4% au T1-24, pour atteindre 38,3 millions abonnés, portant ainsi le taux de pénétration à 103,5% contre 97,2% au T1-23. Cette évolution est tirée principalement par l'augmentation de +7,2% de l'Internet mobile, qui constitue 93% du parc total.

Pour sa part, le marché de la téléphonie mobile a progressé de +4,4% pour atteindre 55,2 millions abonnés, portant ainsi le taux de pénétration à 149% contre 144,2%. De son côté, le parc de la téléphonie fixe s'est établi à près de 3 millions d'abonnés, marquant une hausse de +9,3%, et un taux de pénétration de 8% contre 7,4%.

ECHANGES EXTERIEURS : ALLEGEMENT DU DEFICIT COMMERCIAL

Au terme des cinq premiers mois de l'année 2024, la situation des échanges extérieurs a fait ressortir une diminution du déficit commercial de -1,2 MM.DH ou -1% pour revenir à -117,1 MM.DH. Ainsi, et compte tenu d'une progression des exportations (+8 MM.DH ou +4,4%) plus rapide que celle des importations (+6,9 MM.DH ou +2,3%), le taux de couverture s'est amélioré de +1,3 point à 62,1%.



Source : Office des changes

Poursuite de la bonne performance des exportations

A fin mai 2024, les exportations de marchandises ont poursuivi leur hausse pour atteindre 191,7 MM.DH, soutenues particulièrement par les ventes des secteurs automobile, des phosphates et dérivés et de l'aéronautique.

En effet, les exportations des phosphates et dérivés se sont améliorées de +1,6 MM.DH ou +5,3% pour s'établir à 32 MM.DH. Cette évolution est attribuée à la hausse des ventes en valeur de phosphates de +23% et des engrais naturels et chimiques de +7,3% alors que celles de l'acide phosphorique a reculé de -11,2%. En volume, ces expéditions se sont accrues de +75,1% pour le phosphate, de +26,3% pour les engrais et de +1,2% pour l'acide phosphorique.

Hors OCP, les exportations ont augmenté de +6,4 MM.DH ou +4,2% pour atteindre 159,7 MM.DH à fin mai 2024. C'est ainsi que les ventes du secteur automobile se sont renforcées de +7,2 MM.DH ou +12% pour se situer à 67,5 MM.DH, soutenues par la hausse des ventes de construction (+11,7%), de câblage (+11%) et de l'intérieur des véhicules et sièges (+21,9%).

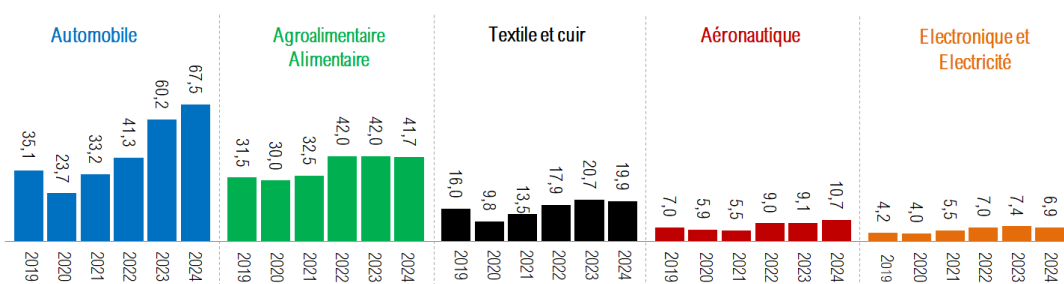
De même, les expéditions du secteur aéronautique se sont consolidées de +1,6 MM.DH ou +17,6% pour s'établir à 10,7 MM.DH, suite principalement à l'augmentation des ventes du segment de l'assemblage (+27,8%).

En revanche, les exportations du secteur de l'électronique et électricité ont accusé une baisse de -492 M.DH ou -6,7% pour revenir à 6,9 MM.DH, recouvrant notamment une baisse des ventes de composants électroniques (-23%) et une hausse de celles des appareils pour la coupure ou la connexion des circuits électriques (+16,2%).

De leur côté, les exportations du secteur du textile et cuir ont également diminué de -830 M.DH ou -4%, en liaison notamment avec la baisse des ventes de chaussures (-12,9%), de vêtements confectionnés (-3,6%) et des articles de bonneterie (-1,5%).

Pour ce qui est du secteur de l'agriculture et l'agro-alimentaire, les exportations se sont repliées de -313 M.DH ou -0,7% pour se situer à 41,7 MM.DH, suite à une baisse des expéditions de l'industrie alimentaire (-2,2%), qui a été atténuée par la hausse de celles de l'industrie du tabac (+32,5%).

Exportations des MMM à fin mai -En MM.DH



Source : Office des Changes

Allègement de la facture énergétique

Au niveau des importations, qui se sont élevées à 308,8 MM.DH à fin mai 2024, la facture énergétique s'est allégée de -2,7 MM.DH ou -5,2% pour revenir à 48,9 MM.DH, représentant ainsi 15,8% du total des importations. Cette évolution s'explique notamment par le repli des approvisionnements en gaz de pétrole et autres hydrocarbures (-26,2%), sous l'effet d'une baisse des prix (-25,4%), au moment où les quantités importées se sont accrues de +1%. Les achats de houilles, coques et combustibles solides similaires se sont également repliés de -28,8% alors que celles de gas-oils et fuel-oils se sont accrues de +10,5%.

Suivant la même tendance, les importations de produits alimentaires ont reculé de -1,3 MM.DH ou -3,3% pour se situer à 38,2 MM.DH, suite à la baisse des approvisionnements en blé (-15,9%) et des tourteaux (-32,1%).

Hors produits énergétiques et alimentaires, les importations ont enregistré une hausse de +10,9 MM.DH ou +5,2% à 221,7 MM.DH. Dans cette évolution, les acquisitions de biens d'équipement ont progressé de +4,5 MM.DH ou +6,8% pour atteindre 71,8 MM.DH, soutenues par la hausse des achats de voitures utilitaires (+51,4%), des appareils pour la coupure ou la connexion des circuits électriques (+18,7%) et des moteurs à pistons (+9,4%).

De même, les importations des demi-produits se sont accrues de +4,1 MM.DH ou +6,5%, s'établissant à 66,8 MM.DH, tirées par les achats de demi produits en fer ou en aciers non alliés (+210%), des fils, barres et profilés en fer ou en aciers non alliés (+51,1%) et des produits chimiques (+10,1%).

Quant aux biens de consommation, leurs importations ont augmenté de +3,4 MM.DH ou +5,2% pour se situer à 69 MM.DH, portées notamment par les achats de parties et pièces pour voitures de tourisme (+11,1%), des médicaments et autres produits pharmaceutiques (+24,1%) et des tissus et fils de fibres synthétiques et artificielles (+9,1%).

Par ailleurs, les importations de produits bruts ont diminué de -1,3 MM.DH ou -8,5% pour revenir à 13,8 MM.DH, recouvrant une baisse des approvisionnements en huile de soja brute ou raffinée (-26,1%), de ferraille, déchets et autres minerais (-24,1%) et une hausse des graines et fruits oléagineux (+73,5%).

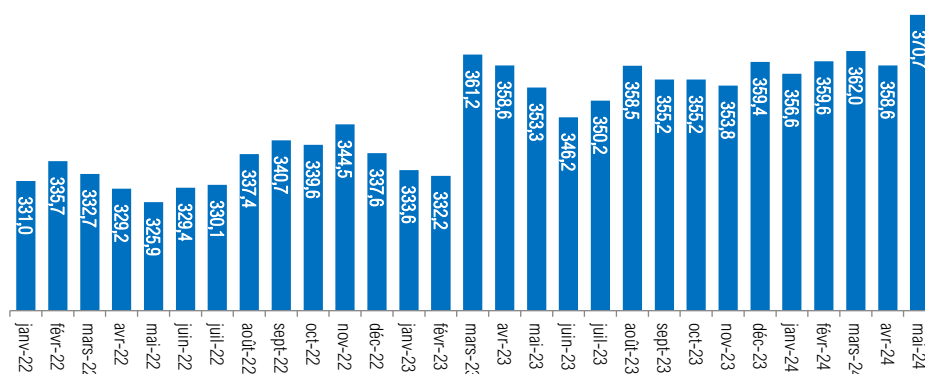
Reprise des recettes voyages

A fin mai 2024, les recettes voyages, principale composante des exportations de services, ont affiché une reprise de +663 M.DH ou +1,6% pour s'établir à 41,3 MM.DH. De même, les transferts des MRE se sont améliorés de +1,1 MM.DH ou +2,4% pour atteindre 46,4 MM.DH. Ces deux postes ont permis de couvrir 74,9% du déficit commercial contre 72,7% un an auparavant.

En ce qui concerne les flux des Investissements, Directs Etrangers au Maroc, ils se sont renforcés de +5,3 MM.DH ou +110% pour se situer à +10,1 MM.DH. Cette dynamique est le résultat d'une hausse des recettes de +19,6% conjuguée à une baisse de -30,4% des dépenses. De leur côté, les flux des Investissements Directs Marocains à l'étranger ont fléchi de -5,1 MM.DH ou -100,5% revenant à -26 M.DH, recouvrant une baisse des dépenses de -30,9% et une hausse des recettes de +26,3%.

Dans ce contexte, les avoirs officiels de réserves (AOR) se sont consolidés de +11,2 MM.DH ou +3,1% à fin mai 2024 pour atteindre 370,7 MM.DH contre +15,7 MM.DH ou +4,6% un an auparavant.

Avoirs Officiels de Réserve -En MM.DH



Source : Office des Changes

FINANCES PUBLIQUES : ALLEGEMENT DU DEFICIT BUDGETAIRE

La situation des charges et ressources du Trésor à fin juin 2024 a fait ressortir un allègement du déficit à 27,5 MM.DH contre 27,8 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une progression des recettes (+14,3 MM.DH) plus importante que celle des dépenses (+13,9 MM.DH).

Poursuite de l'amélioration des recettes fiscales

A fin juin 2024, les recettes ordinaires, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, ont enregistré une hausse de +14,3 MM.DH ou +9,4%, pour s'élever à +166 MM.DH. Dans cette évolution, les recettes fiscales ont progressé de +14,9 MM.DH ou +10,9%, sous l'effet du comportement favorable à la fois des impôts directs et des impôts indirects.

Ainsi, les recettes tirées des impôts directs ont enregistré une hausse de près de +7,5 MM.DH ou +11,7% pour atteindre 71,5 MM.DH, grâce notamment aux recettes générées par l'IS (+4,7 MM.DH), due principalement à l'amélioration des recettes du complément de régularisation (+2,3 MM.DH), des deux premiers acomptes (+1,3 MM.DH) et de l'IS sur les produits de placements à revenu fixe (+1,1 MM.DH). De même, les recettes au titre de l'IR ont enregistré une hausse de +2,5 MM.DH ou +9,3% à +29,6 MM.DH, reflétant essentiellement une amélioration des recettes générées par l'IR sur salaires (+1 MM.DH), l'IR sur les profits fonciers (+0,4 MM.DH) et les produits de placements à revenu fixe (+0,5 MM.DH).

Par ailleurs, les recettes relatives aux impôts indirects se sont améliorées de +5,7 MM.DH ou +10,6%. Dans cette évolution, les recettes au titre de la TVA ont augmenté de +4,7 MM.DH ou +12%, tirées par le produit de la TVA à l'intérieur (+2,9 MM.DH ou +23,3%) et par celui de la TVA à l'importation (+785 M.DH ou +6,7%). De leur côté, les recettes des TIC ont affiché une hausse de +1,1 MM.DH ou +6,9%, attribuable principalement à l'amélioration des TIC appliquées sur les produits énergétiques (+0,8 MM.DH ou +9,9%). S'agissant des recettes tirées des droits de douane, elles ont augmenté de +1,4 MM.DH ou +17,9%. De même, les droits d'enregistrement et de timbre ont marqué une hausse de +272 M.DH ou +2,4%, en lien avec la hausse de la TSAV (+99 M.DH), de la taxe sur les contrats d'assurance (+78 M.DH) et des droits d'enregistrement (+77 M.DH).

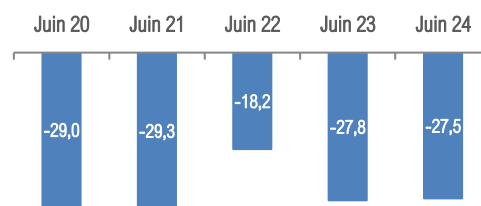
S'agissant des recettes non fiscales, elles ont accusé une baisse de -964 M.DH à 11,8 MM.DH contre 12,8 MM.DH à fin juin 2023. Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont chiffrées à 3,9 MM.DH, dont 2,5 MM.DH versés par Bank Al-Maghrib et 1 MM.DH de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie. Si on exclut le montant de 5 MM.DH réalisé durant le 1er semestre 2023 au titre des mécanismes de financement innovants, les autres recettes non fiscales ont marqué une progression de +4 MM.DH ou +50,9%.

Baisse de la charge de compensation

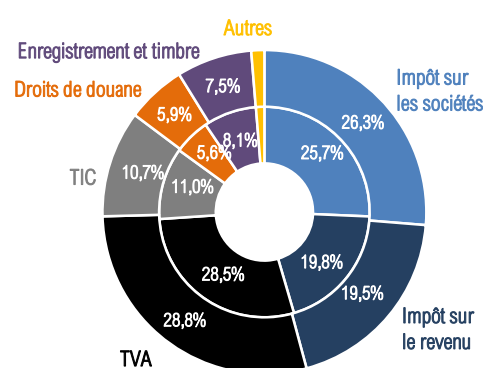
Les dépenses ordinaires se sont établies à 154,5 MM.DH à fin juin 2024, en hausse de +6,2 MM.DH ou +4,1%, attribuable à l'augmentation des dépenses au titre des biens et services de +7,5 MM.DH ou +6,6% alors que des baisses ont été enregistrées au niveau des charges de la compensation (-1,3 MM.DH ou -8,1%) et, dans une moindre mesure, des intérêts de la dette (-68 M.DH ou -0,4%).

En effet, la hausse des dépenses des biens et services, qui se sont situées à 121,5 MM.DH, provient de l'augmentation des charges du personnel de +2,4 MM.DH ou +3,2% et des dépenses au titre des autres biens et services de +5,1 M.DH ou +13,4%. De son côté, la baisse des dépenses liées aux intérêts de la dette publique, qui se sont établies à 18,4 MM.DH reflète, d'une part, une baisse des intérêts de la dette intérieure (-2 M.DH ou -13,2%), tandis que ceux afférents à la dette extérieure ont augmenté de +1,9 MM.DH ou +51,9%.

Déficit budgétaire – En MM.DH



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Par ailleurs, les charges de la compensation ont été estimées à 14,6 MM.DH. Par rapport à fin juin 2023, ces charges ont affiché une baisse de -1,3 MM.DH provenant du gaz butane (8,4 MM.DH, en recul de -1,1 MM.DH), de la farine nationale de blé tendre (1,1 MM.DH et -1,5 MM.DH), tandis que la charge au titre du sucre a augmenté de 0,8 MM.DH pour ressortir à 3,5 MM.DH. Les subventions accordées aux professionnels du secteur du transport routier se sont élevées à 1,6 MM.DH, contre 1 MM.DH un an auparavant. Il est à noter qu'une décompensation partielle du gaz butane a été opérée à partir de 20 mai 2024 et a porté sur une réduction de 2,5 DH pour la bonbonne de 3 kg et 10 DH pour la bonbonne de 12 kg.

Au total, l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires à fin juin 2024 s'est traduite par un solde ordinaire excédentaire de +11,4 MM.DH, contre +3,2 MM.DH à fin juin 2023.

Augmentation des dépenses d'investissement

Les émissions au titre des dépenses d'investissement se sont établies à 46,9 MM.DH à fin juin 2024, en hausse de +2,6 MM.DH ou +5,8% par rapport au niveau enregistré une année auparavant.

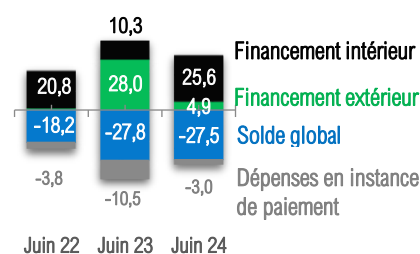
Baisse de l'excédent des comptes spéciaux du Trésor

Les opérations des comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de +8,1 MM.DH contre +13,3 MM.DH à fin juin 2023.

Repli du besoin de financement du Trésor

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de près de 3 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor a dégagé un besoin de financement de 30,5 MM.DH contre -38,4 MM.DH à fin juin 2023. Les financements nets se sont élevés à 35,6 MM.DH sur le marché domestique et à 4,9 MM.DH sur le marché extérieur.

Sources de financement du Trésor -En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

DETTE : BAISSÉ DES SOUSCRIPTIONS SUR LE MAVT

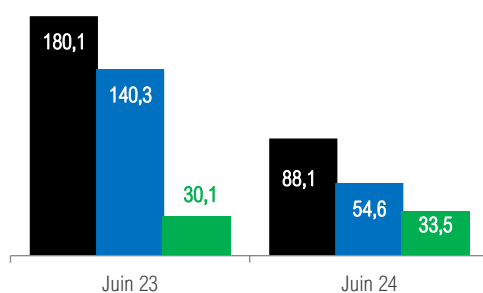
Au terme des six premiers mois de l'année 2024, les souscriptions sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) se sont établies à 88 MM.DH, en baisse de -92 MM.DH ou -51,1% par rapport à fin juin 2023. Cette diminution recouvre, d'une part, un recul du volume souscrit au titre des maturités courtes de -94,2 MM.DH ou -77,1% pour se limiter à 28 MM.DH et de celui souscrit au titre des maturités à moyen terme de -991 M.DH ou de -7,2% et, d'autre part, une progression des souscriptions au titre des maturités à long terme de +3,2 MM.DH ou +7,2% pour atteindre +47,4 MM.DH.

Compte tenu de la baisse de -86 MM.DH ou -61,1% des remboursements qui sont revenus à 54,6 MM.DH et des autres éléments de la dette intérieure, l'encours de cette dernière s'est établi à 794,7 MM.DH à fin juin 2024, en hausse de +31,7 MM.DH ou +4,2% par à fin décembre 2023 contre +41,8 MM.DH ou +5,8% un an auparavant.

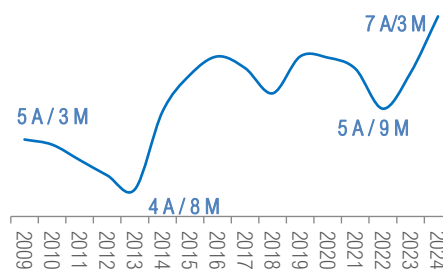
Hausse de la durée de vie de la dette intérieure du Trésor

Au terme des six premiers mois de l'année 2024, la durée de vie moyenne de la dette intérieure s'est inscrite en hausse pour ressortir à 7 ans et 3 mois, soit une progression de 11 mois par rapport au niveau enregistré une année auparavant.

Souscriptions | Remboursements | Flux -En MM.DH



Durée de vie moyenne



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

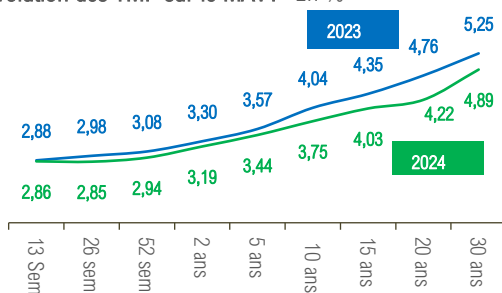
Baisse des taux suite à la suspension du cycle du resserrement des conditions de financement du Trésor

La tendance haussière des taux appliqués sur le marché primaire des Bons du Trésor (BdT), observée tout au long de l'année 2023, s'est inversée au cours des six premiers mois de l'année 2024. En effet, par rapport aux derniers taux adjudgés en 2023, et à l'exception des BdT à 13 semaines qui ont affiché une hausse de +0,4 pbs, les taux appliqués sur les maturités à moyen et long terme ont marqué des baisses de -3,2 pbs pour les BdT à 2 ans, de -28 pbs pour les BdT à 10 ans, de -31,8 pbs pour les 15 ans et de -53,6 pbs pour les 20 ans.

Poursuite de la gestion active de la dette intérieure

En matière de gestion active de la dette intérieure et en vue de réajuster son profil, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons portant sur un montant global de 11,6 MM.DH à fin mai 2024 contre 34,5 MM.DH à fin mai 2023.

Evolution des TMP sur le MAVT -En %-



Echanges de BdT-En M.DH-

Maturités	Echanges	
	Remboursés	Emis
2 ans	2 781,4	-
5 ans	4 009,1	465,9
10 ans	3 090,3	1 968,8
15 ans	-	690,2
20 ans	1 743,4	139,1
30 ans	0,0	7 476,6
Total	11 624,2	10 740,6

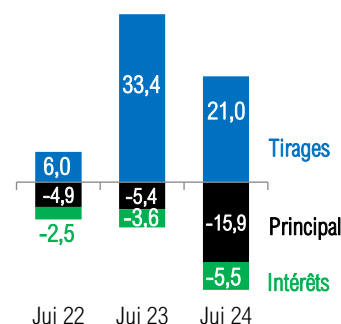
Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Baisse des tirages de la dette extérieure du Trésor

La situation des emprunts extérieurs du Trésor a dégagé un flux net positif (tirages - amortissements) de +5,1 MM.DH à fin juin 2024 contre +28,0 MM.DH durant la même période un an auparavant. Dans cette évolution, les tirages se sont établis à 21,0 MM.DH contre 33,4 MMDH soit une baisse de -12,4 MM.DH ou -37,1%.

En revanche, les remboursements ont affiché une augmentation de +12,4 MM.DH ou 138%, pour ressortir à 21,4 MM.DH à fin juin 2024. Ainsi, le stock de la dette extérieure du Trésor s'est établi à 259,0 MM.DH, en hausse de +5,3 MM.DH ou +2,1% par rapport à fin décembre 2023 contre +16,6 MM.DH ou +7,3% un an auparavant.

Flux de la dette extérieure -En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Globalement, la dette du Trésor a atteint 1 053,6 MM.DH à fin juin 2024, en hausse de +37 MM.DH ou +3,6% par rapport à fin 2023 contre une hausse de +58,4 MM.DH ou +6,1% enregistrée au terme de la même période de l'année précédente. Il est à noter que la structure de cette dette reste dominée par sa composante intérieure avec une part de 75,4% alors que la dette extérieure représente 24,6% de l'encours global de la dette.

MONNAIE & CREDIT : Accélération de la progression de la masse monétaire

Durant les cinq premiers mois de l'année 2024, l'agrégat M3 a progressé de +28,8 MM.DH ou +1,6% contre +20,8 MM.DH ou +1,2% un an auparavant, pour s'établir à 1 779,6 MM.DH. Cette création monétaire recouvre les éléments suivants :

- ▲ Circulation fiduciaire (CF) : Ralentissement de son rythme d'accroissement à +14,0 MM.DH ou +3,6% contre +14,9 MM.DH ou +4,2% ;
- ▲ Monnaie scripturale : Hausse de +3,8 MM.DH ou +0,4% contre +3,0 MM.DH ou +0,4%, recouvrant essentiellement une accélération des dépôts à vue auprès des banques de +2,3 MM.DH ou +0,3% contre +1,4 MM.DH ou +0,2% ;
- ▲ Comptes d'épargne auprès des banques : Accroissement de +2,9 MM.DH ou +1,6% contre +884 M.DH ou +0,5% ;
- ▲ Autres actifs monétaires : Accélération de +8 MM.DH ou +2,9% contre +2 MM.DH ou +0,6%, recouvrant une sensible reprise des dépôts en devises (+7,6 MM.DH ou +18,2% contre -5,2 MM.DH ou -11,0%) et un ralentissement de la hausse des titres OPCVM monétaires (+5,5 MM.DH ou +7,3% contre +17,8 MM.DH ou +21,6%). Pour leur part, les valeurs données en pension et les autres dépôts ont baissé de

-3,9 MM.DH ou -41,4% et de -1,9 MM.DH ou -31,1% respectivement contre +973 M.DH ou +10,6% et -4,4 MM.DH ou -45,7%.

La création monétaire constatée au cours des cinq premiers mois de l'année 2024 reflète les évolutions suivantes :

- ▼ **Créances sur l'économie** : Net repli de -2,5 MM.DH ou -0,2% contre +10,6 MM.DH ou +0,8% ;
- ▲ **Créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale** : Sensible reprise de +18,7 MM.DH ou +5,9% contre -4,3 MM.DH ou -1,3% recouvrant, d'une part, une hausse des créances nettes des AID (+18,6 MM.DH ou +6,0% contre -16,1 MM.DH ou -5,1%) et, de l'autre part, un sensible ralentissement des créances nettes de BAM sur l'Etat (+93 M.DH ou +0,9% contre +11,8 MM.DH ou +63,58%), en lien notamment avec l'arrivée à échéance des opérations d'achat de Bons du Trésor par BAM sur le marché secondaire ;
- ▲ **Créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents** : Accélération de +28,1 MM.DH ou +8,0% contre +16,1 MM.DH ou +5,1%. Pour leur part, les avoirs officiels de réserve ont progressé de +11,2 MM.DH ou +3,1% contre +15,6 MM.DH ou +4,6% un an auparavant.

Recul du crédit bancaire au secteur non financier

La baisse des créances sur l'économie constatée à fin mai 2024 recouvre, d'une part, une contraction du crédit bancaire (-18,0 MM.DH ou -1,6% contre -10,1 MM.DH ou -1,0% un an auparavant) et, de l'autre, une hausse des titres (+16,6 MM.DH ou +10,1% contre +20,6 MM.DH ou +13,6%), particulièrement, ceux détenus par les banques. Compte non tenu des crédits à caractère financier, composés principalement de ceux accordés aux OPCVM autres que monétaires, qui ont reculé de -13 MM.DH ou -7,7% contre -9,6 MM.DH ou -6,6%, le flux du crédit bancaire ressort à -5 MM.DH ou -0,5% contre -463 M.DH ou -0,1% un an auparavant.

Par secteur institutionnel :

- ▼ **Secteur privé** : -5,9 MM.DH ou -0,7% contre -2,3 MM.DH ou -0,3%, reflétant, d'une part, un ralentissement du repli des crédits aux sociétés non financières (SNF) privées à -14 MM.DH ou -3,1% contre -7,7 MM.DH ou -1,7% et, de l'autre, une baisse des concours destinés aux ménages à +1,7 MM.DH ou +0,4% contre +5,1 MM.DH ou +1,4% ; ,
- ▼ **SNF publiques** : -798 M.DH ou -1,0% contre +714 M.DH ou +1,2% ;
- ▼ **Autres sociétés financières** : -10,6 MM.DH ou -5,8% contre -8,4 MM.DH ou -5,5%.

Par objet économique :

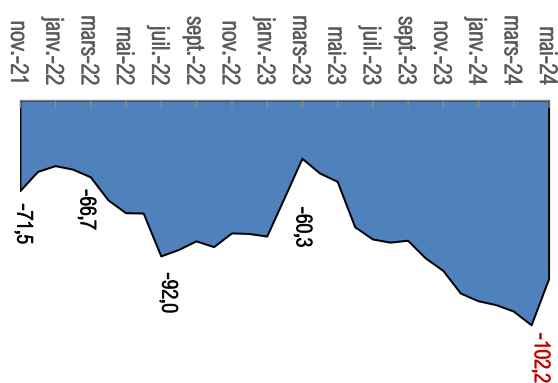
- ▼ **Facilités de trésorerie** : -11,1 MM.DH ou -4,3% contre -12,3 MM.DH ou -4,7%, traduisant un recul des concours consentis aux SNF privées (-7,5 MM.DH ou -3,8% contre -12,5 MM.DH ou -5,9%), en lien avec le repli des prix de l'énergie et l'amortissement de certains prêts accordés dans le cadre des lignes de garantie, et aux ménages (-3,3 MM.DH ou -12,3% contre +902 M.DH ou +3,5%). De leur côté, les crédits aux SNF publiques ont progressé de +1,3 MM.DH ou +4,1% contre -1,2 MM.DH ou -5,9% ;
- ▲ **Crédits à l'équipement** : +6,9 MM.DH ou +3,5% contre +2,1 MM.DH ou +1,2% ;
- ▲ **Crédits immobiliers** : +1,9 MM.DH ou +0,6% contre +779 M.DH ou +0,3% un an auparavant, sous l'effet de la reprise des crédits destinés à la promotion immobilière de +1,2 MM.DH ou +2,3% contre -2,5 MM.DH ou -4,5% en lien avec le lancement du programme d'aide au logement. De leur côté, les concours alloués à l'habitat ont ralenti à +789 M.DH ou +0,3% contre +1,9 MM.DH ou +0,8% (dont +1,2 MM.DH ou +5,4% contre au titre du financement participatif contre +1,1 MM.DH ou +5,8%) ;
- ▲ **Crédits à la consommation** : +619 M.DH ou +1,1% contre +379 M.DH ou +0,7% ;
- ▲ **Créances en souffrance (CES)** : +2,6 MM.DH ou +2,7% contre +4,1 MM.DH ou +4,6% un an auparavant, pour se chiffrer à 96,6 MM.DH. Cette évolution recouvre un ralentissement de la hausse des CES des SNF privées (+945 M.DH ou +1,7% contre +3,0 MM.DH ou +5,9%) et une hausse de ceux des ménages (+1,6 MM.DH ou +4,3% contre +1,0 MM.DH ou +2,9%). En conséquence, le taux de défaut est passé à 8,8% contre 8,4% en décembre 2023.

Allègement du besoin de trésoreries bancaires

Le déficit de liquidité s'est atténué de -16,0 MM.DH après un creusement de +4,8 MM.DH en avril 2024 pour s'établir à 102,2 MM.DH en moyenne durant le mois de mai, en lien notamment avec l'effet expansif exercé par la hausse mensuelle des AOR de +12,0 MM.DH ou +3,4%.

Dans ces conditions, BAM a baissé le volume de ses interventions sur le marché monétaire de -12,2 MM.DH d'un mois à l'autre, le ramenant à 117,9 MM.DH.

Liquidité bancaire - Moyenne fins de semaines en MM.DH-



Source : Bank Al-Maghreb

Ce montant, qui a largement couvert les besoins de trésorerie bancaire, a été servi à hauteur de :

- 28,4% par les avances à 7 jours sur appel d'offres : 33,5 MM.DH en moyenne du mois de mai contre 48,4 MM.DH le mois précédent ;
- 27,8% par les prêts garantis au titre du programme de soutien au financement de la TPME : 32,8 MM.DH en moyenne contre 30,9 MM.DH ;
- 43,8% par les opérations de pension livrée : 51,6 MM.DH contre 50,8 MM.DH.

Evolution contrastée des taux d'intérêts

- ▶ **TMP INTERBANCAIRE AU JOUR LE JOUR** : Alignement parfait sur le taux directeur au mois de mars ;
- ▼ **TAUX CREDITEURS** : Repli des TMP des dépôts à 6 mois et à 12 mois de 9 pbs et 2 pbs par rapport à décembre 2023 pour revenir à 2,51% et 3,03% respectivement.
- ▲ **TAUX DEBITEURS** : Hausse du taux moyen global limitée à 4 pbs au T1-24 par rapport au trimestre précédent pour atteindre 5,40%, contre une stagnation au T4-23 et +10 pbs au T3-23, reflétant l'effet de la suspension depuis juin 2023 du cycle de resserrement monétaire de BAM. En conséquence, la hausse cumulée du taux débiteur global depuis le début de cycle au T3-22 a été portée à 116 pbs contre 150 pbs pour le taux directeur :
 - **Par objet économique**, cette évolution traduit, d'un côté, des hausses du taux des prêts à l'équipement (+22 pbs au T1-24 à 5,13%), et à la consommation (+4 pbs à 7,22%) et, de l'autre, des baisses des taux assortissant les crédits de trésorerie (-4 pbs à 5,33%) et de ceux immobiliers (-9 pbs à 5,05%) ;
 - **Par secteur institutionnel**, le taux appliqué aux crédits alloués aux SNF privées a reculé de -4 pbs pour s'établir à 5,38%, reflétant un repli de -9 pbs à 5,16% pour les Grandes entreprises (GE) et une hausse de +15 pbs à 5,85% pour les TPME. Pour sa part, le taux appliqué aux crédits aux particuliers a augmenté de 15 pbs à 6,09% d'un trimestre à l'autre.

BOURSE : Quasi-stagnation des indices boursiers marocains

La bourse de Casablanca a marqué une quasi-stagnation au titre du mois de juin. Cette évolution recouvre, d'une part, une progression mensuelle de +0,2% de l'indice boursier MASI et, d'autre part, une légère baisse de -0,1% de l'indice MASI20, maintenant ainsi leurs performances depuis le début de l'année quasi-stable à +10,0% et +8,6%.

Au niveau du volume global des transactions, il a affiché une sensible augmentation de +17,1 MM.DH ou +70,5% durant le S1-24 par rapport à la même période de l'année précédente pour culminer à 41,4 MM.DH. Cette évolution est imputable à l'amélioration significative des transactions effectuées aussi bien sur le marché de bloc (+7,5 MM.DH) que sur le marché central (+13,9 MM.DH).

De même, la capitalisation boursière s'est appréciée de +66,3 MM.DH ou +10,6% par rapport à fin 2023, pour s'établir à 692,4 MM.DH en juin 2024. Par secteur d'activité, cette hausse a particulièrement concerné l'industrie (+14,4%), les banques (+10,5%) et les assurances (+9,4%).

PRIX : Baisse spectaculaire de l'inflation

Le taux de l'inflation a affiché une hausse de +1,8% en GA en juin 2024, qui a coïncidé cette année avec Aid Al-Adha, et ce après le trend baissier entamé depuis le mois de mars 2023. Cette évolution résulte de l'augmentation de +1,7% des prix des produits alimentaires contre +12,7% un an auparavant et de +1,9% de ceux des produits non alimentaires contre +0,6% un an auparavant.

Malgré cette hausse, et en moyenne des six premiers mois de l'année 2024, le taux d'inflation a été contenu à +1%, son plus bas niveau jamais atteint depuis juin 2021, après +7,9% au cours de la même période de l'année 2023. Cette évolution provient de la forte décélération au niveau des prix des produits alimentaires (+0,6% au lieu de +16,2%) et, dans une moindre mesure, au niveau des prix des produits non alimentaires (+1,3% après +2,4%).

L'augmentation des prix alimentaires provient à hauteur de :

- 172% de la progression de +5,7% des prix de la branche «Viande», qui représente 19,1% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les viandes fraîches » (+7,8% avec une contribution de 139%) et, dans une moindre mesure, « les volailles et lapins » (+2,7% avec une contribution de 31,2%) ;
- 58% de l'augmentation de +2,9% des prix de la branche «Huiles et graisses», qui représente 10,9% de l'indice des prix des produits alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette hausse est, notamment, « les huiles » (+3,4% avec une contribution de 58,3%) ;
- 49,7% de la hausse de +7,2% des prix de la branche « poisson et fruits de mer », qui représente 4,9% de l'indice des prix des produits alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette hausse est, notamment, « les poissons frais » (+7,5% avec une contribution de 48,5%).

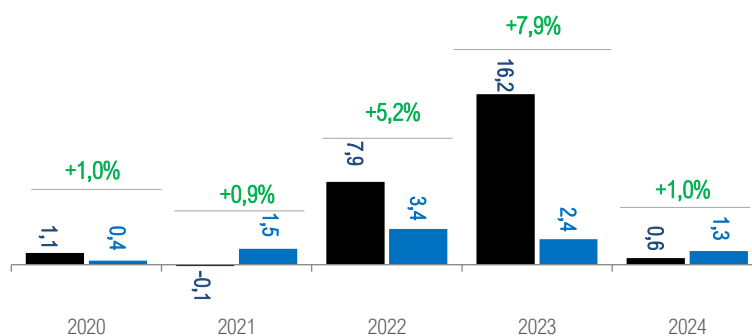
Ces hausses ont été compensées par la baisse principalement de :

- -10% des prix des « légumes », qui représentent 12,3% de l'indice des prix des produits alimentaires, avec une contribution négative de -224% ;
- -1% des prix du « pain et céréales », qui représente 18,1% de l'indice des prix des produits alimentaires, avec une contribution négative de -28% ;
- -0,6% des prix des « fruits », qui représentent 7,9% de l'indice des prix des produits alimentaires, avec une contribution négative de -8,7%.

S'agissant des prix non alimentaires, leur hausse provient à hauteur de :

- 27,8% de l'augmentation de +1,6% des prix de la branche « Logement, eau, gaz, électricité », qui représente 23,9% de l'indice des prix des produits non alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « électricité, gaz » (+2,3% avec une contribution de 15,9%) et « entretien et réparation de logement » (+2,3% avec une contribution de 5,6%) ;
- 20,9% de l'augmentation de +1,5% des prix de la branche « Transports », qui représente 16,5% de l'indice des prix des produits non alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, les « dépenses d'utilisation de véhicules » (+2,2% avec une contribution de 14,9%) et « l'achat de véhicules » (+2,3% avec une contribution de 7,4%) ;
- 15,7% de l'augmentation de +2,1% des prix de la branche « Enseignement », qui représente 9,2% de l'indice des prix des produits non alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette hausse est, notamment, « l'enseignement préélémentaire et primaire » (+2,6% avec une contribution de 8,1%) ;
- 6,5% de l'augmentation de +3,4% des prix de la branche « restaurants et hôtels », qui représente 2,4% de l'indice des prix des produits non alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette hausse est, notamment, « les services de restauration » (+4% avec une contribution de 6,5%) ;

De son côté, l'inflation sous-jacente a enregistré une hausse de +2,2% au cours du mois de mai contre +6,4% en 2023.



Source : Haut-commissariat au Plan

Légère appréciation des prix des actifs immobiliers

Au T1-24, les prix des actifs immobiliers se sont appréciés de +0,4% par rapport au T1-23. Cette évolution recouvre, d'une part, des hausses de +2,6% des prix des biens à usage professionnel et de +0,2% des prix des actifs résidentiels et, d'autre part, une baisse de -0,1% des prix des terrains.

De son côté, le volume de transactions a accusé un repli de -13,8% au T1-24 par rapport au T1-23. Cette baisse a été relevée au niveau des ventes des biens à usage professionnel (-17%), des actifs résidentiels (-14,3%) des terrains (-10,4%).

ACTIVITE ET EMPLOI : Hausse du taux de chômage

Entre le T1-23 et T1-24, la population active âgée de 15 ans et plus a légèrement augmenté de +0,1% pour atteindre 11.983 mille personnes. Ainsi et compte tenue d'une hausse de +1,4% de la population en âge d'activité, le taux d'activité a reculé de -0,5 point pour revenir à 42,6% au niveau national. Cette évolution est attribuée à une baisse de -0,6 point pour les femmes à 18,3% et de -0,5 point pour les hommes à 67,6%. Selon le milieu de résidence, ce taux s'est replié de -1,4 point en milieu rural à 45,6% et de -0,1 point en milieu urbain à 41,1%.

Le taux d'emploi a, de son côté, diminué de -0,9 point à 36,7% au niveau national, sous l'effet d'un repli de -1,8 point dans les campagnes à 42,5% et de -0,3 point dans les villes à 33,8%. Ainsi, le volume d'emploi a reculé de 80 mille postes, recouvrant la perte de -159 mille postes en zones rurales et la création de +78 mille postes en zones urbaines. Par type d'emploi, 75 mille emplois rémunérés ont été créés au niveau national, résultat d'une création de 87 milles postes en milieu urbain et une perte de 12 mille en milieu rural. Par contre, l'emploi non rémunéré a connu la destruction de 154 mille postes, suite à la perte de 146 mille postes en zones rurales et 8 mille postes en zones urbaines.

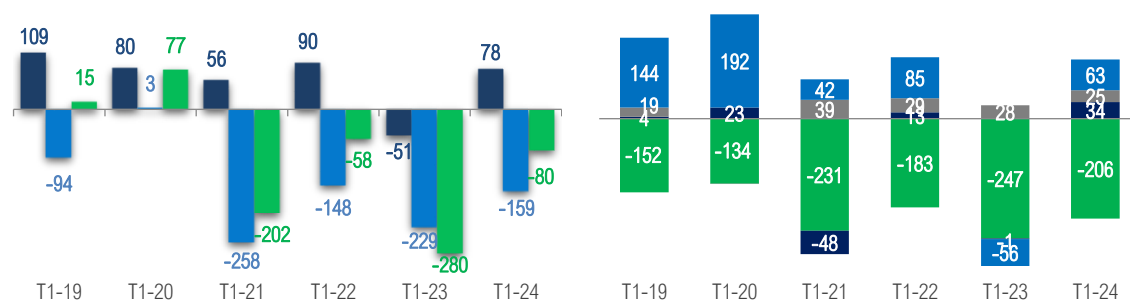
Au niveau sectoriel, et à l'exception du secteur de « l'agriculture forêt et pêche » qui demeure impacté par la succession des années de sécheresse avec une destruction de 206 mille postes d'emploi, soit une baisse de -7% du total des emplois du secteur, tous les autres secteurs ont affiché une hausse de leur volume d'emploi. En effet, le secteur des « services » a connu la création de 63 mille postes d'emploi, soit une hausse de +1% de son volume d'emploi. De même, le secteur de « l'industrie y compris l'artisanat » a créé 34 mille postes, ce qui correspond à une hausse de +3% de son volume d'emploi alors que le secteur des « BTP » a enregistré la création de 25 mille postes, correspondant à une augmentation de +2% de son volume d'emploi.

Création nette d'emplois - En milliers -

Selon le milieu de résidence **Urbain** | **Rural** | **Total**

Par secteur d'activité économique

Agriculture | **Industrie** | **BTP** | **Services**

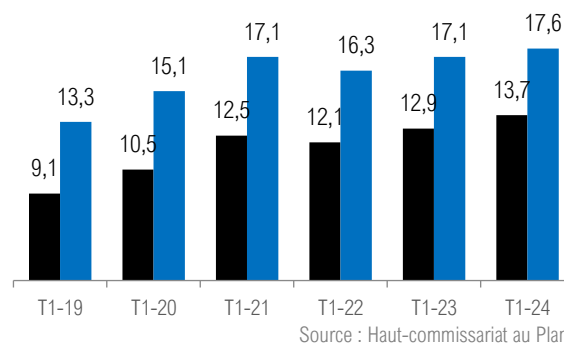


Source : Haut-commissariat au Plan

Pour ce qui est de la population active en chômage, le nombre de chômeurs a augmenté de 96 mille personnes ou +6,2% entre T1-23 et T1-24 pour atteindre 1.645 mille chômeurs. Le taux de chômage s'est ainsi accru de +0,8 point pour culminer à 13,7%, son plus haut niveau depuis plus de deux décennies.

Selon le milieu de résidence, ce taux a progressé de +0,5 point en milieu urbain à 17,6%, sous l'effet d'une hausse du chômage principalement parmi les femmes (+1,2 point à 26,5%), les personnes âgées entre 35 et 44 ans (+0,8 point à 10,2%) et ceux âgés de 45 ans et plus (+0,7 point à 5,9%) alors qu'il est resté quasi-stable pour ceux âgés entre 25 et 34 ans (+0,1 point à 27,2%) et pour les diplômés (+0,1 point à 21,8%). Pour les jeunes âgés entre 15 et 24 ans, ce taux a reculé de -1,9 point à 47,7%.

Taux de chômage : National | Urbain - En % -



En milieu rural, le taux de chômage s'est accru de +1,1 point pour s'élever à 6,8%, résultat notamment de la hausse du chômage parmi les femmes (+2 points à 6,8%), les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (+1,3 point à 20,2%), ceux âgés entre 25 et 34 ans (+2,4 points à 10%) et les diplômés (+1,3 point à 14,3%).

S'agissant de la population active occupée en situation de sous-emploi, elle a reculé de 6 mille personnes ou 0,6% pour s'établir à 1.069 mille personnes. Le taux de sous-emploi a, ainsi, stagné à 10,3% au niveau national, reflétant une hausse de +0,4 point dans les campagnes à 12,5% et une baisse de -0,1 point dans les villes à 9%.

ANNEXES STATISTIQUES

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

SECTEUR REEL	Mai 22	Mai 23	Mai 24	Mai 23/22		Mai 24/23	
PECHE (Juin)							
Produits de la pêche côtière (Tonnes)	414 045	522 879	469 715	108 834	26,3%	-53 164	-10,2%
Produits de la pêche côtière (M.DH)	3 642 740	4 989 352	4 809 095	1 346 612	37,0%	-180 257	-3,6%
MINES (en 1000 tonnes)							
Phosphates	13 073	10 045	13 129	-3 028	-23,2%	3 084	30,7%
Dérivés de Phosphate	7 391	6 158	7 897	-1 233	-16,7%	1 739	28,2%
ENERGIE (GWH)							
Consommation d'électricité	12 877	13 531	13 752	654	5,1%	221	1,6%
Energie totale appelée	16 643,1	17 189,5	17 753,4	546,4	3,2%	563,9	3,2%
INDUSTRIE							
Taux d'utilisation des capacités de production	71,4%	72,8%	78,5%	1,4	pts	5,7	pt
B.T.P (Juin)							
Ventes de ciment (1000 T)	6 506	6 206	6 276	-300	-4,6%	70	1,1%
TOURISME							
Total des arrivées (en millier)	2 254 000	5 165 597	5 937 939	2 911 597	129,2%	772 342	15,0%
Nuitées touristiques	4 633 903	9 641 039	10 437 608	5 007 136	108,1%	796 569	8,3%
MONNAIE ET CREDIT (M.DH)				Mai 23/ Déc 22		Mai 24/ Déc 23	
Monnaie fiduciaire	331 508	371 858	403 294	17 125	4,8%	9 842	2,5%
Monnaie scripturale	763 000	839 000	897 438	-2 607	-0,3%	5 015	0,6%
Placements à vue	176 061	180 537	185 271	1 260	2,6%	2 727	1,5%
Autres actifs monétaires	303 034	306 273	282 999	-3 174	-1,0%	630	0,2%
Masse monétaire M3	1 573 603	1 697 668	1 769 002	12 604	0,7%	18 214	1,0%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	314 704	339 725	367 972	22 126	7,0%	16 387	4,7%
Créances sur l'économie	1 185 455	1 255 607	1 322 673	-3 899	-0,3%	-2 595	-0,2%
dont Crédits bancaires à l'économie	980 092	1 034 995	1 097 507	-24 039	-2,3%	-17 407	-1,6%
FINANCES PUBLIQUES (M.DH)	Juin 22	Juin 23	Juin 24	Juin 23/22		Juin 24/23	
Recettes ordinaires	109 623	123 003	135 349	4 213	2,9%	14 306	9,4%
Recettes fiscales	101 937	108 939	123 655	5 334	4,1%	14 872	10,9%
Impôt sur les sociétés	35 135	35 140	39888	5	0,0%	4 748	13,5%
Impôt sur le revenu	25 460	27 078	29607	1 618	6,4%	2 529	9,3%
Taxe sur la valeur ajoutée	37977	38956	43644	979	2,6%	4 688	12,0%
Taxes intérieures à la consommation	15068	15113	16163	45	0,3%	1 050	6,9%
Droits de douane	6880,07	7651,32	9020,93	771	11,2%	1 370	17,9%
Enregistrement et timbre	9797	11146	11418	1 349	13,8%	272	2,4%
Dépenses ordinaires	147093	148368	154519	1 275	0,9%	6 151	4,1%
Personnel	74188	75935	78333	1 747	2,4%	2 398	3,2%
Autres biens et services	34935	38026	43133,69	3 091	8,8%	5 107	13,4%
Intérêts de la dette	16936	18468	18400	1 532	9,0%	-68	-0,4%
Compensation	21034	15939	14652	-5 095	-24,2%	-1 287	-8,1%
Solde ordinaire	296	3233	11389	2 937	992,6%	8 156	252%
Dépenses de capital	39 546	44 380	46 938	4 834	12,2%	2 558	5,8%
Solde global	-18154	-27835	-27467	-27 152	-1228,1%	7 295	-29,2%
DETTE DU TRESOR (MM.DH)	Juin 23	Déc 23	Juin 24	Juin 23/ Déc 22		Juin 24/ Déc 23	
Dettes totales du Trésor	1 010,2	1 016,7	1 053,6	58,4	6,1%	37,0	3,6%
Dettes extérieures	245,5	253,6	258,9	16,6	7,3%	5,3	2,1%
Dettes intérieures	764,7	763,0	794,7	41,8	5,8%	31,7	4,2%
ECHANGES EXTERIEURS (M.DH)	Mai 22	Mai 23	Mai 24	Mai 23/22		Mai 24/23	
Importations	293 197	301 962	308 821	8 764	3,0%	6 859	2,3%
Facture énergétique	54 883	51 607	48 905	-3 276	-6,0%	-2 702	-5,2%
Facture alimentaire	37 080	39 512	38 206	2 431	6,6%	-1 305	-3,3%
Hors énergie et alimentaire	201 234	210 843	221 710	9 609	4,8%	10 866	5,2%
Exportations	178 529	183 702	191 731	5 173	2,9%	8 029	4,4%
Phosphates et dérivés	47 210	97 804	32 004	50 594	107,2%	-65 800	-67,3%
Hors Phosphates et dérivés	131 319	85 898	159 727	-45 421	-34,6%	73 829	86,0%
Automobiles	41 349	60 231	67 463	18 882	45,7%	7 232	12,0%
Textile et cuir	17 886	20 707	19 877	2 821	15,8%	-830	-4,0%
Électronique et électricité	6 984	7 386	6 894	402	5,8%	-492	-6,7%
Aéronautique	9 025	9 084	10 680	59	0,7%	1 596	17,6%
Déficit commercial	-114 668	-118 260	-117 089	-3 592	3,1%	1 170	-1,0%
Taux de couverture	60,9	60,8	62,1		-0,1		1,2
Recettes Voyages	21 243	40 671	41 334	19 428	91,5%	663	1,6%
Recettes M.R.E	39 293	45 282	46 380	5 989	15,2%	1 098	2,4%
Recettes IDE	13 870	13 512	16 166	-358	-2,6%	2 654	19,6%

An 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS (suite) - Source : HCP-

EMPLOI ET CHÔMAGE		T1-22	T1-23	T1-24
Création d'emploi		-58 000	-280 000	-80 000
Taux de chômage		12,1	12,9	13,7
Milieu urbain		16,3	17,1	17,6
Chômage des jeunes (25-34 ans)		25,0	27,1	27,2
Chômage des diplômés		20,8	21,7	21,8
PRIX		juin 22	juin 23	juin 24
Inflation	moyenne Jan ...	5,2%	7,9%	1,0%
dont Produits alimentaires		7,9%	16,2%	0,6%
Produits non alimentaires		3,4%	2,4%	1,3%

An 3 : CONJONCTURE INTERNATIONALE - Source : FMI /EUROSTAT /Bloomberg / BCE / BAM -

PRODUIT INTERIEUR BRUT -en %								
Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*
Etats-Unis	2,2	2,9	2,2	-3,4	5,9	2,1	2,5	2,7
Japon	1,7	0,6	0,0	-4,5	2,2	1,0	1,9	0,9
Zone Euro	2,4	1,9	1,3	-6,3	5,9	3,3	0,4	0,8
France	2,4	1,8	1,8	-7,9	6,4	2,5	0,9	0,7
Allemagne	2,7	1,0	0,6	-4,6	2,6	1,8	-0,3	0,2
Italie	1,7	0,9	0,3	-9,0	7,0	3,7	0,9	0,7
Espagne	3,0	2,3	2,0	-10,8	5,5	5,8	2,5	1,9
Pays en développement	4,8	4,7	3,7	-2,0	6,8	4,1	4,3	4,2
Pays	Par rapport au trimestre précédent -en %-				Par rapport au même trimestre de l'année n-1 -en %-			
	T2-23	T3-23	T4-23	T1-24	T2-23	T3-23	T4-23	T1-24
Etats-Unis	2,1	5,2	3,4	1,6	2,4	2,9	3,1	3,0
Zone Euro	0,1	-0,1	-0,1	0,3	0,6	0,1	0,1	0,4
France	0,6	0,1	0,1	0,2	1,1	0,7	0,8	1,1
Allemagne	-0,1	0,1	-0,5	0,2	0,2	-0,1	-0,2	-0,2
Italie	-0,2	0,4	0,1	0,3	0,6	0,6	0,7	0,6
Espagne	0,5	0,5	0,7	0,7	2,0	1,9	2,1	2,4
Pays	TAUX D'INFLATION -en %, Glissement annuel-				TAUX DE CHOMAGE -en %			
	Déc 22	Déc 23	Mai 24	Juin 24	Déc 22	Déc 23	Mai 24	Juin 24
Etats-Unis	6,1	3,4			3,5	3,7		
Zone Euro	9,2	2,9	2,6	2,5	9,2	2,9	2,6	2,5
France	6,7	4,1	2,6	2,5	6,7	4,1	2,6	2,5
Allemagne	9,6	3,8	2,8	2,5	9,6	3,8	2,8	2,5
Espagne	5,5	3,3	3,8	3,5	5,5	3,3	3,8	3,5
MATIERES PREMIERES	Déc 22	Déc 23	Mai 24	Juin 24	Juin 24/Mai 24		Juin 24/Déc 23	
Pétrole (/bl)	81	77	82	83	0,7%		6,7%	
Gasoil NWE (\$/t)	917	791	765	771	0,8%		-2,5%	
Butane (\$/t)	575	591	-	0	-		-	
Blé tendre Fr (\$/t)	333	247	255	248	-2,8%		0,3%	
Blé tendre US (\$/t)	386	291	290	248	-14,4%		-14,8%	
Sucre brut Ny (\$/t)	472	527	445	454	2,1%		-13,8%	
Plomb (\$/t)	2216	2027	2221	2147	-3,3%		5,9%	
INDICES BOURSIERS	Déc 22	Déc 23	Mai 24	Juin 24	Juin 24/Mai 24		Juin 24/Déc 23	
NASDAQ	10839	14690	16536	17496	5,8%		19,1%	
S&P 498	3912	4685	5235	5415	3,4%		15,6%	
CAC38	6600	7514	8102	7740	-4,5%		3,0%	
MSCI Emerging Market	964	990	1076	1077	0,1%		8,8%	
TAUX DE CHANGE	Déc 22	Déc 23	Mai 24	Juin 24	Juin 24/Mai 24		Juin 24/Déc 23	
Euro/Dollar	1,130	1,058	1,081	1,077	-0,4%		1,7%	
Euro/Dirham	10,460	11,132	10,796	10,708	-0,8%		-3,8%	
Dollar/Dirham	9,254	10,518	9,985	9,946	-0,4%		-5,4%	

* Prévisions du FMI : Avril 2024

An 4 : PIB AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE en % - Source : HCP -

	2022				2023				2024
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Agriculture	-10,5%	-11,8%	-11,4%	-11,4%	2,1%	1,5%	0,9%	1,0%	-5,0%
Pêche	-6,5%	-22,7%	-32,6%	-21,3%	-4,8%	-4,5%	71,6%	-19,2%	10,0%
Industrie d'extraction	-18,7%	-21,3%	-23,6%	-28,3%	-12,1%	-9,6%	-3,3%	16,1%	17,7%
Industrie de transformation	-2,7%	2,2%	2,4%	0,5%	3,0%	-1,6%	1,8%	7,4%	2,1%
Distribution d'électricité, de gaz- et d'eau	-1,2%	-2,8%	-4,7%	-8,9%	-3,0%	0,8%	1,5%	3,6%	3,0%
Construction	-1,0%	-1,2%	-5,2%	-7,3%	-3,0%	-2,4%	0,9%	2,9%	2,5%
Commerce de gros et de détail	1,5%	0,5%	-2,0%	-2,3%	1,4%	0,9%	1,9%	1,8%	2,7%
Transports et entreposage	2,5%	7,3%	2,3%	3,8%	8,7%	6,9%	3,1%	5,3%	3,4%
Activités d'hébergement et de restauration	43,9%	72,6%	72,3%	78,4%	55,8%	32,8%	12,5%	8,2%	1,9%
Information et communication	5,0%	5,1%	5,1%	0,0%	3,1%	4,2%	2,5%	4,3%	1,3%
Activités financières et d'assurances	7,6%	9,8%	12,2%	11,2%	7,3%	3,1%	4,1%	5,5%	3,9%
Activités immobilières	0,4%	0,0%	-0,4%	0,1%	2,7%	3,2%	3,0%	3,3%	2,1%
Administration publique et défense	5,3%	6,1%	5,0%	3,5%	3,1%	3,3%	1,5%	1,0%	3,4%
Education, santé humaine	6,9%	7,2%	6,0%	6,0%	4,2%	4,8%	3,2%	1,5%	2,9%
impôts net subventions	-2,1%	3,6%	2,0%	1,3%	6,4%	4,6%	4,7%	6,0%	5,5%
PIB en volume	0,7%	2,4%	2,1%	1,0%	3,9%	2,5%	3,0%	4,2%	2,5%
PIB en valeur	2,2%	4,8%	5,8%	4,1%	11,6%	9,8%	10,2%	8,4%	3,8%
PIB hors agriculture	2,1%	4,3%	3,7%	2,5%	4,1%	2,6%	3,2%	4,5%	3,5%

An 5 : INDICATEURS DU CHÔMAGE ET D'EMPLOI - Source : HCP -

	T1						24/23		
	2023			2024			Urbain	Rural	Ens.
	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.
POPULATION (en millier)									
Population active (15 et plus)	7 558	4 409	11 967	7 695	4 288	11 983	137	-121	16
Taux de féminisation de la population active	22,8	21,2	22,2	22,8	19,8	21,7	0,0	-1,4	-0,5
Taux d'activité	41,2	47,0	43,1	41,1	45,6	42,6	-0,1	-1,4	-0,5
Selon le sexe									
Hommes	65,6	72,7	68,1	65,4	71,6	67,6	-0,2	-1,1	-0,5
Femmes	18,2	20,3	18,9	18,2	18,4	18,3	0,0	-1,9	-0,6
Selon l'âge									
11 -24 ans	19,5	25,5	21,9	20,4	23,2	21,5	0,9	-2,3	-0,4
21 -34 ans	59,0	59,2	59,1	60,0	57,5	59,2	1,0	-1,7	0,1
31 -44 ans	55,5	61,9	57,5	56,2	60,8	57,6	0,7	-1,1	0,1
41 ans et plus	35,0	48,1	39,3	33,6	47,4	38,1	-1,4	-0,7	-1,2
Selon le diplôme									
Sans diplôme	33,4	49,3	40,6	32,4	47,7	39,3	-1,0	-1,6	-1,3
Ayant un diplôme	46,4	42,4	45,5	46,8	41,7	45,6	0,4	-0,7	0,1
Population active occupée	6262	4156	10418	6340	3997	10337	78	-159	-81
Taux d'emploi	34,1	44,3	37,6	33,8	42,5	36,7	-0,3	-1,8	-0,9
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total	97,7	75,3	88,7	97,8	77,9	90,1	0,1	2,6	1,4
Salariés	71,3	51,7	64,7	72,9	55,3	67,0	1,6	3,6	2,3
Auto-employés	28,7	48,3	35,3	27,1	44,7	33,0	-1,6	-3,6	-2,3
Population active occupée sous employée	573	502	1075	571	499	1069	-2	-3	-6
Taux de sous-emploi	9,1	12,1	10,3	9,0	12,5	10,3	-0,1	0,4	0,0
Population active en chômage	1296	253	1549	1355	290	1645	59	37	96
Taux de féminisation	33,6	17,9	31,0	34,3	19,8	31,8	0,7	1,9	0,8
Taux de chômage	17,1	5,7	12,9	17,6	6,8	13,7	0,5	1,1	0,8
Selon le sexe									
Hommes	14,7	6,0	11,5	15,0	6,8	12,0	0,3	0,8	0,5
Femmes	25,3	4,8	18,1	26,5	6,8	20,1	1,2	2,0	2,0
Selon l'âge									
15-24 ans	49,6	18,9	35,3	47,7	20,2	35,9	-1,9	1,3	0,6
25-34 ans	27,1	7,6	20,9	27,2	10,0	22,0	0,1	2,4	1,1
35-44 ans	9,4	2,6	7,1	10,2	3,4	8,0	0,8	0,8	0,9
45 ans et plus	5,2	1,8	3,8	5,9	2,5	4,5	0,7	0,7	0,7
Selon le diplôme									
Sans diplôme	7,8	2,6	4,9	8,3	3,2	5,5	0,5	0,6	0,6
Ayant un diplôme	21,7	13,0	19,8	21,8	14,3	20,3	0,1	1,3	0,5

An 6 : PRODUITS DE LA PECHE COTIERE ET ARTISANALE - Source : Office National des Pêches -

<i>Poids en Tonnes / Valeur en KDH</i>	Jun 23		Jun 24		Variation	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
Total Général	522 879	4 989 352	469 715	4 809 095	-10,2%	-3,6%
Débarquements par port						
Méditerranée	9 002	339 632	7 222	340 280	-19,8%	0,2%
Atlantique	513 877	4 649 720	462 493	4 468 815	-10,0%	-3,9%
Débarquements par espèce						
Poissons blancs	45 963	895 540	48 925	849 224	6,4%	-5,2%
Poissons pélagiques	431 428	1 547 705	378 849	1 446 205	-12,2%	-6,6%
Céphalopodes	30 527	2 259 559	32 141	2 296 191	5,3%	1,6%
Crustacés et coquillages	5 178	248 746	3 863	200 295	-25,4%	-19,5%
Algues	9 649	35 184	5 914	17 007	-38,7%	-51,7%

An 7 : PRODUCTION DE PHOSPHATES ET DE PRODUITS DERIVES - Source : OCP / Office des changes -

<i>Production marchande en 1000 Tonnes</i>	Mai 22	Mai 23	Mai 24	Mai 23/22		Mai 24/23	
Phosphates bruts	13 073	10 045	13 129	-3 028	-23,2%	3 084	30,7%
Dérivés de phosphate	7 391	6 158	7 897	-1 233	-16,7%	1 739	28,2%

An 8 : CONSOMMATION DU CIMENT - Source : Ministère de l'habitat et de la politique de la ville -

<i>En 1000 Tonnes</i>	Jun 22	Jun 23	Jun 24	Jun 23/22		Jun 24/23	
Consommation nationale	6 506	6 206	6 276	-300	-4,6%	70	1,1%

An 9 : PRODUCTION D'ELECTRICITE - Source : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable -

	Mai 22	Mai 23	Mai 24	Mai 23/22		Mai 24/23	
Énergie appelée nette (en GWh)	16 643	17 190	17 754	546	3,3%	564	3,3%
Production nette totale ONEE	4 140	3 772	3 520	-368	-8,9%	-252	-6,7%
Hydraulique	346	183	270	-163	-47,1%	87	47,4%
Thermique	3 426	3 278	2 871	-148	-4,3%	-407	-12,4%
Parc éolien	273	200	271	-73	-26,7%	71	35,5%
solaire (centrale d'Assa)	95	111	108	16	17,4%	-3	-2,7%
Pompage STEP	-262	-83	-184	179	-68,3%	-101	122,2%
Production concessionnelle	11 476	11 588	11 773	111	1,0%	186	1,6%
Apport des tiers	164	766	1 010	602	366,6%	244	31,9%
Auto producteurs	115,1	91,9	67,9	-23,1	-20,1%	-24,0	-26,1%
Echanges (Algérie-Espagne)	49,0	673,9	941,9	625	1274,6%	268	39,8%
Energies renouvelables	1 140	1 162	1 651	22	1,9%	489	42,1%
Consommation des auxiliaires	-15,4	-15,0	-16,3	0,4	-2,6%	-1,3	8,8%

An 10 : INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE ET MINIERE - Source : HCP -

Base 100 = 2015	T1			2023/22	2024/23
	2022	2023	2024		
Industries extractives	118,7	90,0	115,7	-24,2%	28,6%
Extraction de minerais métalliques	104,7	103,3	103,5	-1,3%	0,2%
Autres industries extractives	119,4	89,3	119,4	-25,2%	33,7%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	112,1	114,2	116,5	1,9%	2,0%
Industries alimentaires	132,4	133,3	136,8	0,7%	2,6%
Fabrication de boissons	81,2	85,0	82,1	4,7%	-3,4%
Fabrication de produits à base de tabac	92,8	87,2	62,3	-6,0%	-28,6%
Fabrication de textiles	102,9	94,9	89,8	-7,8%	-5,4%
Industrie d'habillement	105,8	108,8	99,7	2,8%	-8,4%
Industrie du cuir et de la chaussure (à l'exception de l'habillement en cuir)	76,5	72,0	67,0	-5,9%	-6,9%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège	84,5	76,7	74,3	-9,2%	-3,1%
Industrie du papier et du carton	142,1	138,0	147,8	-2,9%	7,1%
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	132,6	130,0	123,9	-2,0%	-4,7%
Industrie chimique	135,5	126,7	143,4	-6,5%	13,2%
Industrie pharmaceutique	142,7	143,1	153,5	0,3%	7,3%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	123,7	125,1	121,0	1,1%	-3,3%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	99,0	96,3	97,7	-2,7%	1,5%
Métallurgie	82,2	75,0	78,1	-8,8%	4,1%
Fabrication de prod. métalliques (à l'exclusion machines et équipements)	88,6	106,4	94,0	20,1%	-11,7%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	72,8	76,4	100,3	4,9%	31,3%
Fabrication d'équipements électriques	99,0	122,1	113,1	23,3%	-7,4%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	88,3	81,9	78,4	-7,2%	-4,3%
Industrie automobile	100,7	128,8	140,6	27,9%	9,2%
Fabrication d'autres matériels de transport	160,8	219,0	221,6	36,2%	1,2%
Fabrication de meubles	75,1	76,0	79,4	1,2%	4,5%
Autres industries manufacturés	79,3	84,5	83,6	6,6%	-1,1%
Réparation et installation de machines et équipements	85,9	83,6	87,0	-2,7%	4,1%
Production et distribution d'électricité	126,5	123,5	127,5	-2,4%	3,2%

An 11 : ARRIVEES ET NUTEES TOURISTIQUES - Source : Ministère du Tourisme -

	Mai 22	Mai 23	Mai 24	Mai 23/22	Mai 24/23
Arrivées par pays	2 254 000	5 165 597	5 937 939	129,2%	15,0%
Touristes étrangers	-	2 868 690	3 349 279	-	16,8%
MRE	-	2 296 907	2 588 660	-	12,7%
Nombre de nuitées	4 633 903	9 641 039	10 437 608	108,1%	8,3%
Non-résidents, dont :	-	6 800 000	7 700 000	-	13,2%
Résidents	-	2 800 000	2 800 000	-	0,0%
Taux d'occupation	-	46,0%	47,0%	-	1 point

An 12 : CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (hors TVA des collectivités locales) - Source : DTFE -

	Juin 22	Juin 23	Juin 24	2023/22		2024/23		LF 2024 (2)	(1)/(2) en %
				M.DH	%	M.DH	%		
RECETTES ORDINAIRES	147 389	151 601	165 908	4 213	2,9%	14 306	9,4%	339 499	48,9%
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	147 389	151 601	164 208	4 213	2,9%	12 606	8,3%	334 499	49,1%
Recettes fiscales	131 511	136 845	151 717	5 334	4,1%	14 872	10,9%	270 797	56,0%
Impôts directs, dont	61 789	63 979	71 471	2 190	3,5%	7 492	11,7%	116 942	61,1%
Impôt sur les sociétés	35 135	35 140	39 888	5	0,0%	4 748	13,5%	59 918	66,6%
Impôt sur le revenu	25 460	27 078	29 607	1 618	6,4%	2 529	9,3%	52 739	56,1%
Impôts indirects	53 045	54 069	59 807	1 024	1,9%	5 738	10,6%	118 851	50,3%
T.V.A	37 977	38 956	43 644	979	2,6%	4 688	12,0%	86 911	50,2%
Intérieure	10 575	12 557	15 485	1 982	18,7%	2 928	23,3%	29 403	
Importation	27 402	26 399	28 159	-1 003	-3,7%	1 760	6,7%	57 508	
T.I.C	15 068	15 113	16 163	45	0,3%	1 050	6,9%	31 940	50,6%
Tabacs	5 782	5 975	5 992	193	3,3%	17	0,3%	12 500	
Produits énergétiques	8 123	7 911	8 695	-212	-2,6%	785	9,9%	16 640	
Droits de douane	6 880	7 651	9 021	771	11,2%	1 370	17,9%	15 728	57,4%
Enregistrement et timbre	9 797	11 146	11 418	1 349	13,8%	272	2,4%	19 276	59,2%
Recettes non fiscales	14 043	12 774	11 811	-1 269	-9,0%	-964	-7,5%	65 253	18,1%
Recettes non fiscales Hors privatisation	14 043	12 774	10 111	-1 269	-9,0%	-2 664	-20,9%	60 253	16,8%
Monopoles et exploitation	3 936	3 053	3 909	-883	-22,4%	856	28,0%	19 480	20,1%
Autres recettes	10 107	9 721	6 202	-386	-3,8%	-3 520	-36,2%	40 773	15,2%
Cession de participations de l'Etat	0	0	1 700	0				5 000	
Recettes de certains comptes spéciaux	1 835	1 982	2 380	147	8,0%	398	20,1%	3 450	69,0%
Fonds spécial des prix	154	167	233	13		66	40%	600	38,8%
Fonds spécial routier	1 681	1 815	2 147	134	8,0%	332	18,3%	2 850	75,3%
DEPENSES TOTALES (y compris SEGMA et solde des CST)	165 542	179 436	193 375	13 894	8,4%	13 939	7,8%	401 462	48,2%
Dépenses ordinaires	147 093	148 368	154 519	1 275	0,9%	6 151	4,1%	307 031	50,3%
Biens et services	109 123	113 961	121 467	4 838	4,4%	7 505	6,6%	252 845	48,0%
Personnel	74 188	75 935	78 333	1 747	2,4%	2 398	3,2%	161 623	48,5%
Autres Biens et services	34 935	38 026	43 134	3 091	8,8%	5 107	13,4%	91 221	47,3%
Dettes publiques	16 936	18 468	18 400	1 532	9,0%	-68	-0,4%	37 229	49,4%
Intérieure	14 454	14 824	12 865	370	2,6%	-1 959	-13,2%	26 975	47,7%
Extérieure	2 482	3 644	5 535	1 162	46,8%	1 892	51,9%	10 254	54,0%
Compensation	21 034	15 939	14 652	-5 095	-24,2%	-1 287	-8,1%	16 957	86,4%
SOLDE ORDINAIRE	296	3 233	11 389	2 937	992,6%	8 156	252%	32 469	35,1%
Dépenses de capital	39 546	44 380	46 938	4 834	12,2%	2 558	5,8%	100 431	46,7%
dont fonds spécial routier	1 369	901	1 251					2 850	
Solde net des autres comptes spéciaux	21 097	13 312	8 082					6 000	
DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL	-18 154	-27 835	-27 467					-61 962	
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-3 823	-10 538	-3 016					0	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-21 977	-38 373	-30 483					-61 962	
Financement intérieur	20 833	10 311	25 551	-10 522	-51	15 240	148	10 831	
Financement extérieur	1 144	28 010	4 932	26 866	2 349	-23 077	-82	51 131	

An 13 : ENDETTEMENT INTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE –

MATURITE	Déc 23	Janvier à fin Juin 24		Juin 24	Flux
		Souscriptions	Remboursements		
LONG TERME	476 341	57 666	16 768	517 239	40 898
Adjudications (long terme)	440 691	47 401	14327,9	473 764	33073,0
30 ans Adjudications	43 537	11969,0	0	55505,8	11969,0
20 ans Adjudications	89 422	9876,3	4920,9	94377,4	4955,4
15 ans Adjudications	154 900	10490,4	0	165390,5	10490,4
10 ans Réserve d'investissement	212	0	0	211,7	0
10 ans Adjudications	152 832	15065,2	9407	158490,1	5658,2
10 ans Emprunts Conventionnels	0	0	0	0	0
MOYEN TERME	130 793	12 766	10 029	133 530	2 738
Adjudications (moyen terme)	130 793	12 766	10 029	133 530	2 738
5 ans Adjudications	120 393	12 766	10028,5	123 130	2 738
5 ans révisables	10 400	0	0	10 400	0
COURT TERME	147 806	30417,8	38 464	139 759	-8 047
Adjudications (court terme)	127 899	27917,8	30 255	125 562	-2 337
TCT	0	0	0	0	0
13 semaines Adjudications	407	3000	906,8	2500	2093,2
26 semaines Adjudications	2 079	800	2079,4	800	-1279,4
52 semaines Adjudications	30 609	501,4	11805,6	19 305,2	-11304,2
1 an activité socio-économique	0	0	0	0	0
2 ans Adjudications	85 043	23616,4	15463	93196,7	8153,4
2 ans révisables	9 760	0	0	9760,2	0
Autres	19 907	2500	8209,688	14197,21	-5710
DETTE AMORTISSABLE	35 438	10265,4	2439,972	43 263,6	7 825,4
T O T A L	763 046	100850	65260,9	794 833	31 691

An 14 : ENDETTEMENT EXTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE –

	Juin 22	Juin 23	Juin 24	Juin 23 /22		Juin 24 /23	
				M.DH	%	M.DH	%
				SERVICE	7 400	9 000	21 400
AMORTISSEMENTS	4 900	5 400	15 900	500	10,2%	10 500	194,4%
INTERETS	2 500	3 600	5 500	1 100	44,0%	1 900	52,7%
TIRAGES	6 000	33 400	21 000	27 400	456,6%	-12 400	-37,1%

An 15 : MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES - Source : Bank Al-Maghrib -

En Millions de DH AID : Autres Institutions de Dépôts	Mai 23	Déc 23	Mai 24	Mai 23/Déc 22	Mai 24/23	Mai 24/Déc 23
CONTREPARTIES DE M3						
Créances sur l'économie	333 704	351 585	379 693	16105 5,1%	45 989 13,8%	28 108 8,0%
Créances de BAM	353 299	359 412	370 660	15654 4,6%	17 361 4,9%	11 248 3,1%
Créances des AID	328 770	317 560	336 237	-4 353 -1,3%	7 467 2,3%	18 677 5,9%
Créances nettes sur l'Administration centrale	30 350	10 217	10 311	29 309 ^{2815,5} _%	-20 039 -66,0%	94 0,9%
Créances nettes de BAM	298 419	307 342	325 927	-960 046 -76,3%	27 508 9,2%	18 585 6,0%
Créances nettes des AID	1 270 159	1 325 268	1 322 759	10 653 0,8%	52 600 4,1%	-2 509 -0,2%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	1 237	1 193	1 219	196 18,8%	-18 -1,5%	26 2,2%
Avoirs officiels de réserve	1 268 922	1 324 075	1 321 540	10 457 0,8%	52 618 4,1%	-2 535 -0,2%
Ressources à caractère non monétaire	277 487	285 017	294 184	-2 131 -0,8%	16 697 6,0%	9 167 3,2%
Capital et réserves des ID	188 770	196 416	199 315	1 443 0,8%	10 545 5,6%	2 899 1,5%
BAM	17 118	21 227	19 394	-3 913 -18,6%	2 276 13,3%	-1 833 -8,6%
AID	171 652	175 189	179 921	5 356 3,2%	8 269 4,8%	4 732 2,7%
Engagements non monétaires des ID	88 717	88 601	94 869	-3 574 -3,9%	6 152 6,9%	6 268 7,1%
Dépôts exclus de M3	13 343	13 841	15 559	303 2,3%	2 216 16,6%	1 718 12,4%
Crédits	34 730	37 434	37 712	-3 226 -8,5%	2 982 8,6%	278 0,7%
Titres autres qu'actions exclus de M3	40 317	36 762	41 087	-637 -1,6%	770 1,9%	4 325 11,8%
Autres ressources	327	564	511	-14 -4,1%	184 56,3%	-53 -9,4%
Autres contreparties de M3	50 698	41 393	35 089	-3 755 -6,9%	-15 609 -30,8%	-6 304 -15,2%
TOTAL DES CONTREPARTIES	1 705 844	1 750 789	1 779 594	20 781 1,2%	73 750 4,3%	28 805 1,6%
AGREGATS DE MONNAIE						
Circulation fiduciaire	369 615	393 452	407 491	14 882 4,2%	37 876 10,2%	14 039 3,6%
Billets et monnaies mis en circulation par BAM	388 092	412 752	427 390	15 306 4,1%	39 298 10,1%	14 638 3,5%
Encaisses des banques (à déduire)	18 477	19 300	19 899	424 2,3%	1 422 7,7%	599 3,1%
Monnaie scripturale	844 638	892 423	896 259	3 031 0,4%	51 621 6,1%	3 836 0,4%
Dépôts à vue auprès de la banque centrale	4 833	2 297	3 780	1 576 48,4%	-1 053 -21,8%	1 483 64,6%
Dépôts à vue auprès des banques	761 983	812 304	814 657	1 455 0,2%	52 674 6,9%	2 353 0,3%
Dépôts à vue auprès du Trésor	77 822	77 822	77 822	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%
M1	1 214 253	1 285 875	1 303 750	17 913 1,5%	89 497 7,4%	17 875 1,4%
Placements à vue	180 161	182 544	185 419	884 0,5%	5 258 2,9%	2 875 1,6%
Comptes d'épargne auprès des banques	180 161	182 544	185 419	884 0,5%	5 258 2,9%	2 875 1,6%
M2	1 394 414	1 468 419	1 489 169	18 797 1,4%	94 755 6,8%	20 750 1,4%
Autres actifs Monétaires	311 430	282 369	290 426	1 983 0,6%	-21 004 -6,7%	8 057 2,9%
M3	1 705 844	1 750 788	1 779 595	20 780 1,2%	73 751 4,3%	28 807 1,6%

An 16 : Créances sur l'économie - Source : Bank Al-Maghrib-

En Millions de DH	Mai 23	Déc 23	Mai 24	Mai 23/Déc 22	Mai 24/23	Mai 24/Déc 23
Créances des ID par objet économique	1 270 159	1 325 268	1 322 759	10 653 0,8%	52 600 4,1	-2 509 -0,2%
Créances des AID	1 268 922	1 324 075	1 321 540	10 457 0,8%	52 618 4,1	-2 535 -0,2%
Crédits des AID	1 059 160	1 119 674	1 100 704	-9 543 -0,9%	41 544 3,9	-18 970 -1,7%
Crédits bancaires	1 048 925	1 114 914	1 096 897	-10 109 -1,0%	47 972 4,6	-18 017 -1,6%
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	251 708	261 139	250 029	-12 326 -4,7%	-1 679 -0,7	-11 110 -4,3%
Crédits à l'équipement	181 853	197 848	204 709	2 147 1,2%	22 856 12,6	6 861 3,5%
Crédits immobiliers	300 808	302 893	304 819	779 0,3%	4 011 1,3	1 926 0,6%
Crédits à l'habitat	241 308	244 135	244 924	-58 721 -19,6%	3 616 1,5	789 0,3%
Crédits aux promoteurs immobiliers	52 460	53 230	54 462	-2 489 -4,5%	2 002 3,8	1 232 2,3%
Crédits à la consommation	57 852	57 754	58 373	378 0,7%	521 0,9	619 1,1%
Créances diverses sur la clientèle	163 776	201 221	182 342	-5 181 -3,1%	18 566 11,3	-18 879 -9,4%
Crédits à caractère financier	137 584	168 464	155 440	-9 644 -6,6%	17 856 13,0	-13 024 -7,7%
Autres crédits	26 159	32 722	26 885	4 477 20,6%	726 2,8	-5 837 -17,8%
Créances en souffrance	92 928	94 059	96 625	4 094 4,6%	3 697 4,0	2 566 2,7%
Titres	171 519	165 425	182 064	20 591 13,6%	10 545 6,1	16 639 10,1%
Titres autres qu'actions	42 498	37 129	39 633	9 331 28,1%	-2 865 -6,7	2 504 6,7%
Actions et autres titres de participation	129 021	128 296	142 431	11 260 9,6%	13 410 10,4	14 135 11,0%
Autres	38 243	38 976	38 772	-591 -1,5%	529 1,4	-204 -0,5%
Créances de BAM	1 237	1 193	1 219	196 18,8%	-18 -1,5	26 2,2%
Crédits	764	749	755	-14 -1,8%	-9 -1,2	6 0,8%

An 17 : TAUX SUR LES MARCHÉS MONÉTAIRE ET FINANCIER - Source : Bank Al-Maghrib et DTFE –

	Mai 23	Déc 23	Mai 24	Mai 24/23	Mai 24/ Déc 23
Taux de dépôts à 6 mois	2,50	2,60	2,51	0,01	-0,09
Taux de dépôts à 12 mois	3,14	3,05	3,03	-0,11	-0,02
Taux des comptes sur carnet	1,51	2,98	2,73	1,22	-0,25
Taux débiteurs					
Taux maximum des intérêts conventionnels	12,94	12,94	13,27	0,33	0,33
Taux interbancaire	3,00	2,89	3,00	0,00	0,11
Taux intervention de BAM					
Taux des avances à 7j	3,00	3,00	3,00	0,00	0,00
Taux des avances à 24h	4,00	4,00	4,00	0,00	0,00
Taux adjudications (TMP)	Jun 23	Déc 23	Jun 24	Jun 23/Déc22	Jun 24/ Déc 23
13 Sem.	3,00	2,88	2,88	-12	0,4
26 Sem.	3,10	2,98		-12	
52 Sem.	3,3	3,08		-22	
2 Ans	3,6	3,30	3,27	-30	-3
5 Ans	4,1	3,57		-53	
10 Ans	4,5	4,04	3,76	-46	-28
15 Ans	4,8	4,35	4,03	-45	-32
20 Ans	5,3	4,76	4,22	-54	-54
30 Ans		5,25	4,87	0,00	-38

An 18 : ÉCHANGES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE - Source : Bank Al-Maghrib –

Mai 24	Interventions de BAM					Marché Interbancaire		
	Avances à 7 jours	Avances à 24 H	Prêts garantis	Pension livrée	Swap de change	Encours	Volume	TMP
1	43 480	0	32 605	51 807	0	6 728	-	3,00%
2	47 060	0	32 605	51 807	0	8 904	3 524	3,00%
3	47 060	0	32 605	51 807	0	7 328	1 548	3,00%
4	47 060	0	32 605	51 807	0	7 328	-	3,00%
5	47 060	0	32 605	51 807	0	7 328	-	3,00%
6	47 060	0	32 605	51 807	0	7 139	1 359	3,00%
7	47 060	0	32 605	51 807	0	7 520	1 640	3,00%
8	47 060	0	32 605	51 807	0	7 480	1 580	3,00%
9	28 310	0	32 605	51 807	0	8 163	2 558	3,00%
10	28 310	0	32 605	51 807	0	6 883	1 278	3,00%
11	28 310	0	32 605	51 807	0	6 883	-	3,00%
12	28 310	0	32 605	51 807	0	6 883	-	3,00%
13	28 310	0	32 605	51 807	0	7 164	1 259	3,00%
14	28 310	0	32 605	51 807	0	7 755	1 950	3,00%
15	28 310	0	32 605	51 807	0	8 314	2 529	3,00%
16	30 130	0	32 605	51 807	0	8 419	2 534	3,00%
17	30 130	0	32 605	51 807	0	7 576	2 091	3,00%
18	30 130	0	32 605	51 807	0	7 576	-	3,00%
19	30 130	0	32 605	51 807	0	7 576	-	3,00%
20	30 130	0	32 605	51 807	0	7 767	2 282	3,00%
21	30 130	0	32 605	51 807	0	7 321	1 836	3,00%
22	30 130	0	32 605	51 807	0	7 807	2 022	3,00%
23	26 000	0	33 183	51 229	0	8 126	2 146	3,00%
24	26 000	0	33 183	51 229	0	8 389	2 409	3,00%
25	26 000	0	33 183	51 229	0	8 389	-	3,00%
26	26 000	0	33 183	51 229	0	8 389	-	3,00%
27	26 000	0	33 183	51 229	0	7 749	1 769	3,00%
28	26 000	0	33 183	51 229	0	7 821	1 841	3,00%
29	26 000	0	33 183	51 229	0	7 713	1 733	3,00%
30	37 410	0	33 183	51 229	0	9 291	3 211	3,00%
31	37 410	0	33 183	51 229	0	7 725	695	3,00%
MOY du mois	48 440	0	30 867	50 806	0	6 103	2 223	3,00%

An 19 : BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA - Source : Bourse de Casablanca –

	Juin 23	Déc 23	Juin 24	Juin 24/23	
				M.DH	%
VOLUME DES TRANSACTIONS	24 268	64 446	41 382	17 114	70,5
Marché central	13 997	33 430	27 890	13 893	99,3
Actions	13 977	33 372	27 797	13 820	99
Obligations	20	58	93	73	365
Marché de blocs	1 259	20 206	8 762	7 502	595,8
Actions	1 197	20 092	8 741	7 544	630
Obligations	62	114	21	-41	-67
Introductions	0	0	0		
Actions	0	0	0		
Obligations	0	0	0		
Augmentation de Capital	0	56	3 247		
Offre publique	0	2	1 300		
Transferts	285	430	156		
Apports de titres	8 726	10 322	26		
CAPITALISATION BOURSIERE	598 449	626 078	692 368	93 918	15,7
<i>Banques</i>	211 600	224 557	248 116	36 516	17,3
<i>Sociétés Financières</i>	8 438	8 710	10 286	1 847	21,9
Sociétés de financement	5 672	5 560	5 950	278	4,9
Sociétés de portefeuilles-Holding	2 766	3 150	4 336	1 570	56,7
<i>Industrie</i>	219 305	223 341	255 610	36 305	16,6
Agroalimentaire	30 584	31 288	32 511	1 927	6,3
Bâtiments et matériaux de construction	72 774	79 957	87 241	14 467	19,9
Boissons	10 364	9 058	9 575	-789	-7,6
Chimie	1 412	1 363	1 390	-23	-1,6
Emballage					
Equipement électro et électrique					
Sylviculture et papier	119	98	91	-29	-24,0
Ingénierie&Biens d'Equipt industriels	114	106	112	-1	-1,1
Industrie pharmaceutique	9 309	7 847	8 134	-1 175	-12,6
<i>Télécommunications</i>	83 514	87 910	79 558	-3 956	-4,7
<i>Assurances</i>	28 282	29 480	32 248	3 967	14,0
<i>Distributeurs</i>	20 099	19 294	19 705	-394	-2,0
<i>Technologie de l'information</i>	7 202	7 621	6 997	-204	-2,8
<i>Autres services</i>	20 010	25 166	39 847	19 837	99,1
MASI	11 580	12 093	13 301,37	1 721,6	14,9
MASI 20	943	989,84	1 074,81	132,0	14,0

An 20 : BALANCE DES BIENS ET SERVICES - Source : Office des Changes -

	Mai 22	Mai 23	Mai 24	Mai 23/22		Mai 24/23	
TOTAL DES IMPORTATIONS	293 197	301 962	308 821	8 764	3,0%	6 859	2,3%
Alimentation boissons et tabacs	37 080	39 512	38 206	2 431	6,6%	-1 305	-3,3%
Blé	9 895	9 962	8 382	67	0,7%	-1 580	-15,9%
Energie et lubrifiants	54 883	51 607	48 905	-3 276	-6,0%	-2 702	-5,2%
Produits bruts	18 801	15 052	13 768	-3 749	-19,9%	-1 284	-8,5%
Demi-produits	70 146	62 735	66 841	-7 411	-10,6%	4 106	6,5%
Produits finis	112 264	132 838	140 806	20 574	18,3%	7 968	6,0%
Biens d'équipement	54 807	67 247	71 791	12 440	22,7%	4 543	6,8%
Biens de consommation	57 457	65 590	69 015	8 134	14,2%	3 425	5,2%
TOTAL DES EXPORTATIONS	178 529	183 702	191 731	5 173	2,9%	8 029	4,4%
Alimentation boissons et tabacs	37 838	39 599	38 854	1 760	4,7%	-744	-1,9%
Energie et lubrifiants	1 604	1 755	1 667	151	9,4%	-88	-5,0%
Produits bruts	12 812	8 842	9 089	-3 970	-31,0%	247	2,8%
Phosphates	4 831	2 723	3 350	-2 107	-43,6%	626	23,0%
Demi-produits	51 445	38 362	39 593	-13 083	-25,4%	1 231	3,2%
Dérivés de phosphates	42 379	95 081	28 655	52 701	124,4%	-66 426	-69,9%
Produits finis	74 723	95 082	102 439	20 359	27,2%	7 357	7,7%
TOTAL DES ECHANGES (M.DH)	471 726	485 664	500 552	13 937	3,0%	14 889	3,1%
SOLDE COMMERCIAL	-114 668	-118 260	-117 089	-3 592	3,1%	1 170	-1,0%
TAUX DE COUVERTURE	60,9	60,8	62,1	-0,1		1,2	
RECETTES VOYAGES	21 243	40 671	41 334	19 428	91,5%	663	1,6%
TRANSFERTS M.R.E.	39 293	45 282	46 380	5 989	15,2%	1 098	2,4%
RECETTES DES IDE	13 870	13 512	16 166	-358	-2,6%	2 654	19,6%

An 21 : INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION - Source : HCP -

Groupes	Juin 22	Juin 23	Juin 24	Var moy. Jan- Juin		
				2022/21	2023/22	2024/23
PRODUITS ALIMENTAIRES	113,3	127,7	129,9	7,9%	16,2%	0,6%
1 Produits alimentaires et boissons	112,6	127,4	129,5	8,0%	16,7%	0,5%
2 Boissons alcoolisées et Tabac	129,8	136,8	140,1	3,5%	5,3%	2,4%
PRODUITS NON ALIMENTAIRES	109,1	109,8	111,9	3,4%	2,4%	1,3%
3 Articles d'habillement et chaussures	109,8	113,8	116,2	4,1%	4,4%	2,3%
4 Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	103,6	104,7	108,6	1,0%	1,1%	1,6%
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,5	111,3	112,1	3,8%	5,2%	1,3%
6 Santé	101,9	102,4	101,2	0,1%	0,5%	-1,2%
7 Transport	124,0	117,1	119,8	10,6%	2,3%	1,4%
8 Communications	104,0	104,2	104,1	0,1%	0,5%	-0,2%
9 Loisirs et culture	105,3	105,7	105,6	3,0%	3,1%	-0,4%
10 Enseignement	111,7	116,7	119,1	1,3%	4,5%	2,1%
11 Restaurants et hôtels	107,0	113,4	117,0	1,4%	6,1%	3,5%
12 Biens et services divers	110,0	112,7	115,1	4,3%	2,5%	2,1%
INDICE GENERAL	110,8	116,9	119,0	5,2%	7,9%	1,0%

An 22 : INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION PAR SECTIONS - Source : HCP -

(Base 100 = 2010)	Mai 22	Mai 23	Mai 24	Var moy. Jan- Mai		
				2021/22	2022/23	2023/24
Industries extractives	100,1	100,4	100,3	0,1%	0,3%	-0,1%
Extraction d'Hydrocarbures	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Extraction de Minerais Métalliques	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Autres Industries Extractives	100,1	100,4	100,4	0,1%	0,3%	0,0%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	117,3	118,4	117,5	14,6%	2,7%	-0,7%
Industries alimentaires	122,7	127,0	125,2	13,1%	6,9%	-1,1%
Fabrication de Boissons	105,3	105,4	112,2	3,0%	1,2%	3,5%
Fabrication de produits à base de tabac	107,7	116,7	118,2	6,0%	9,9%	1,3%
Fabrication de textiles	111,9	115,5	115,8	5,5%	5,5%	0,0%
Industrie d'habillement	105,4	111,4	117,2	1,3%	4,5%	5,8%
Industrie de cuir et de la chaussure	105,2	106,5	106,6	1,2%	4,8%	0,2%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	116,9	118,3	118,2	9,2%	6,0%	0,8%
Industrie du papier et du carton	102,7	109,1	109,1	0,0%	6,4%	0,0%
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	99,1	100,4	100,4	0,0%	1,3%	0,0%
Industrie chimique	142,9	138,9	133,2	50,1%	-1,4%	-3,8%
Industrie pharmaceutique	99,1	99,1	99,1	-0,6%	-0,2%	0,0%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	101,6	101,0	95,5	1,1%	1,8%	-3,7%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	103,8	108,9	109,7	2,4%	4,9%	2,4%
Métallurgie	136,0	120,6	118,2	29,6%	-3,1%	-4,2%
Fabrication de produits métalliques	102,8	103,3	104,0	3,7%	1,2%	0,6%
Fabrication de produits informatique	102,3	102,6	102,7	1,8%	0,3%	0,1%
Fabrication d'équipements électriques	113,3	114,5	115,4	9,7%	2,1%	0,4%
Fabrication de machines et équipements n.c.a	100,6	101,9	102,3	0,0%	2,8%	-0,5%
Industrie automobile	104,0	106,5	107,3	2,4%	3,4%	0,4%
Fabrication d'autres matériels de transport	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
fabrication de meubles	104,5	105,8	105,8	2,6%	2,8%	0,3%
Autres industries manufacturés	116,8	129,4	134,0	0,4%	8,8%	4,2%
Production et Distribution d'Electricité	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Production et Distribution d'Electricité	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Production et Distribution d'Eau	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%